

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2026

Le présent Rapport financier semestriel est établi conformément à l'article L. 451-1-2 (III) du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2026, le rapport des Commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



BUREAU
VERITAS

SOMMAIRE

1.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2026	1
1.1	NOTE PRÉLIMINAIRE	1
1.2	FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2026	1
1.2.1.	Résultats financiers du premier semestre 2026 en ligne avec les objectifs de l'exercice	1
1.2.2.	Rendement à deux chiffres pour les actionnaires	1
1.2.3.	Financement	2
1.2.4.	LEAP 28 : Point d'étape sur le recentrage du portefeuille	2
1.2.5.	Mise à jour sur les irrégularités annoncées au T1 2026	4
1.2.6.	Changements au sein du Comité Exécutif	4
1.3	ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES	5
1.3.1.	Stratégie RSE À horizon 2028 et indicateurs extra-financiers	5
1.3.2.	Faits marquants en matière sociale et de ressources humaines	6
1.3.3.	Engagement en matière de responsabilité sociale des entreprises	7
1.3.4.	Le groupe est hautement reconnu par les agences de notation extra-financière	7
1.3.5.	Reconnaisances et récompenses notables	7
1.3.6.	<i>Transparency Awards</i>	8
1.4	AMBITIONS « LEAP 28 »	8
1.5	CHIFFRES CLÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026	9
1.5.1	Chiffre d'affaires	9
1.5.2	Résultat opérationnel	10
1.5.3	Résultat opérationnel ajusté	10
1.5.4	Résultat financier	12
1.5.5	Impôt sur les résultats	12
1.5.6	Résultat net part du Groupe	13
1.5.7	Résultat net ajusté part du Groupe	13
1.5.8	Résultats par activité	14
1.6	FLUX DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT	21
1.6.1	Flux de trésorerie	21
1.6.2	Financement	24
1.7	DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE	27
1.8	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	28
1.9	PERSPECTIVES	28
1.10	ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	29
1.11	DÉFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS	30
1.11.1	Croissance	30
1.11.2	Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée	31
1.11.3	Taux effectif d'impôt ajusté	32
1.11.4	Résultat net ajusté	32
1.11.5	Flux de trésorerie disponible	33
1.11.6	Endettement financier	33
1.11.7	EBITDA	33
2.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 juin 2026	34
2.1.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS	34
2.2.	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS	39
	Note 1 Informations générales	39
	Note 2 Faits marquants du premier semestre 2026	39
	Note 3 Principes et méthodes comptables	40
	Note 4 Indicateur financier non défini par les normes ifrs	41
	Note 5 Information sectorielle	42
	Note 6 Éléments du résultat opérationnel	45
	Note 7 Impôt sur le résultat	45
	Note 8 Écarts d'acquisition	46
	Note 9 Acquisitions et cessions	46
	Note 10 Capital souscrit	48
	Note 11 Paiements en actions	49
	Note 12 Dette financière	50
	Note 13 Engagements hors bilan et nantissements	51

Note 14 Provisions pour risques et charges	51
Note 15 Autres procédures et décisions du groupe	52
Note 16 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	52
note 17 Résultat par action	53
Note 18 Dividende par action	53
Note 19 Information complémentaire sur les instruments financiers	54
Note 20 Actifs et passifs destinés à être cédés	55
Note 21 Transactions avec les parties liées	56
Note 22 Événements postérieurs à la clôture	56
Note 23 Périmètre de consolidation	56
2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2026 (PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2026)	57
3. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	58

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2026

1.1 NOTE PRÉLIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2026 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2026, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2025, figurant au chapitre 6 – États financiers du Document d'enregistrement universel 2025.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés résumés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2026 et du premier semestre 2025 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne.

Les indicateurs alternatifs de performance présentés dans ce chapitre sont définis et rapprochés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.11 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2026

1.2.1. RÉSULTATS FINANCIERS DU PREMIER SEMESTRE 2026 EN LIGNE AVEC LES OBJECTIFS DE L'EXERCICE

› Croissance organique modérée à un chiffre du chiffre d'affaires au premier semestre

Le chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2026 a progressé de 5,0 % sur une base organique par rapport au premier semestre 2025, incluant une hausse de 5,5 % en organique au deuxième trimestre tout en gérant l'impact du conflit au Moyen-Orient. Cette croissance a été portée par des tendances de marché robustes dans les activités Bâtiment & Infrastructures (B&I), Marine & Offshore (M&O) et Biens de consommation (CPS), ainsi que dans la plupart des zones géographiques.

› Marge opérationnelle ajustée en amélioration à taux de change constant

Le Groupe a enregistré une marge opérationnelle ajustée de 15,5 %, en hausse de 29 points de base à taux de change constant et de 15 points de base en données publiées par rapport au premier semestre 2025.

› Flux de trésorerie à un niveau élevé

1.2.2. RENDEMENT À DEUX CHIFFRES POUR LES ACTIONNAIRES

Conformément à sa stratégie LEAP | 28, le Groupe ambitionne de générer un rendement à deux chiffres pour ses actionnaires à taux de change constants sur la période 2024-2028. Au cours du premier semestre 2026, le bénéfice net ajusté par action a augmenté de 9,8 % à taux de change constant.

› Les actionnaires de Bureau Veritas approuvent la distribution d'un dividende de 0,92 euro au titre de l'exercice 2025

À l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas, les actionnaires ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,92 euro par action au titre de l'exercice 2025 (3^e résolution approuvée à 99,94 %), avec une mise en paiement en numéraire le 28 mai 2026.

› Programme de rachat d'actions

Poursuivant son engagement d'amélioration des rendements pour les actionnaires, le Groupe a annoncé le 25 février 2026 un nouveau programme de rachat d'actions de 200 millions d'euros, à réaliser d'ici le mois de février 2027.

Conformément aux termes du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale, les actions rachetées seront destinées à tout usage autorisé par les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle du 19 mai 2026.

1.2.3. FINANCEMENT

Bureau Veritas présente une structure financière solide, sans échéance significative de refinancement avant 2027. Au 30 juin 2026, le Groupe disposait de 942,1 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie, ainsi que de 600 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non tirées.

Au 30 juin 2026, la dette financière nette ajustée était en hausse par rapport au 31 décembre 2025, en raison principalement du versement du dividende intervenu au deuxième trimestre 2026 (contrairement à l'année précédente). Le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA s'établissait à 1,45x, contre 1,1x au 31 décembre 2025. La maturité moyenne de la dette financière du Groupe atteignait 5,5 ans et son coût moyen pondéré de financement ressortait à 3,2 % (hors impact IFRS 16), contre 2,9 % au 31 décembre 2025.

En avril 2026, Moody's a confirmé la notation de crédit à long terme de Bureau Veritas avec la note A3, assortie d'une perspective stable.

1.2.4. LEAP | 28 : POINT D'ÉTAPE SUR LE RECENTRAGE DU PORTEFEUILLE

	CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUALISÉ	PAYS / RÉGION	DATE DE CLÔTURE / SIGNATURE	DOMAINE D'EXPERTISE
Renforcer les positions de leader				
Bâtiment & Infrastructures				
LotusWorks	131 M€	États-Unis/ Irlande	Juillet 2026	Services de mise en service et d'étalonnage pour les installations de mission critique
ADS COM	1 M€	France	Janvier 2026	Examen des dossiers de demande de permis de construire pour les autorités locales
SCS	2 M€	Royaume- Uni	Janvier 2026	Conseil en développement durable dans le secteur immobilier (certification bâtiment écologique, performance énergétique des actifs, zéro carbone net)
Verte	2 M€	Royaume- Uni	Février 2026	Conseil en développement durable dans le secteur immobilier (certification bâtiment écologique, performance énergétique des actifs, zéro carbone net)
Créer de nouveaux bastions				
Biens de consommation - Technologie				
IPS	2 M€	Japon	Juin 2026	Services d'essais de compatibilité électromagnétique (CEM), de sécurité des produits et de calibration pour les dispositifs médicaux, les équipements informatiques et radio, ainsi que les produits électriques et électroniques

Depuis le début de l'année, le Groupe a annoncé, signé ou finalisé sept transactions, pleinement alignées avec les priorités de portefeuille définies dans le cadre de LEAP | 28.

- › Cinq acquisitions, représentant un chiffre d'affaires annualisé cumulé d'environ 138 millions d'euros en 2025.
- › Une cession finalisée et un projet de cession, représentant un chiffre d'affaires annualisé cumulé d'environ 489 millions d'euros en 2025.

Une fois ces opérations finalisées, et en tenant compte des autres acquisitions réalisées depuis le début de l'année, le Groupe aura exécuté environ 20 % de rotation de son portefeuille depuis le lancement de LEAP | 28.

› **Renforcer les positions de *leader* existantes du Groupe :**

- L'accord en vue de l'acquisition de **LotusWorks** a été annoncé en avril 2026. Basée en Irlande, cette société est un acteur de premier plan dans les services de mise en service, de conformité qualité et de contrôle qualité, de calibration, de maintenance et de gestion de la construction pour les installations critiques au service des fabricants de semi-conducteurs et des exploitants de centres de données. Présente aux États-Unis et en Europe, la société emploie 750 personnes, dont de nombreux experts hautement qualifiés. En 2025, LotusWorks a généré un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros. Cette acquisition renforcera la croissance organique de Bureau Veritas, contribuera positivement à la marge opérationnelle ajustée du Groupe et aura un effet légèrement relutif sur le résultat dès 2026. L'acquisition a été finalisée le 27 juillet 2026.
- Les acquisitions de **Sustainable Construction Services (SCS)** et de **Verte** (Royaume-Uni) ont été finalisées en janvier et février 2026. Ces sociétés fournissent des services de conseil en développement durable dans le secteur immobilier, spécialisées dans la certification des bâtiments durables, l'évaluation de l'efficacité énergétique, les stratégies net zéro carbone et la modélisation énergétique. Ensemble, les deux sociétés emploient 42 personnes et ont généré un chiffre d'affaires annualisé cumulé d'environ 4 millions d'euros en 2025.
- L'acquisition d'**ADS COM** (France) a été finalisée en janvier 2026. Cette société intervient dans le secteur public, en assurant l'instruction et l'examen des dossiers de demandes de permis de construire pour le compte de collectivités locales (délégation de service public). Elle emploie 13 personnes et a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 1 million d'euros en 2025.
- **Cession** : en janvier 2026, le Groupe a cédé son activité non stratégique de supervision technique sur des projets de construction en Chine (chiffre d'affaires annualisé d'environ 39 millions d'euros), afin d'améliorer le *mix* de son activité Bâtiment & Infrastructures dans le pays.

› **Créer de nouveaux bastions :**

- Dans les essais technologiques pour les Biens de consommation, le Groupe a acquis **IPS Corporation** en juin 2026. Basée au Japon, cette société fournit des services d'essais de compatibilité électromagnétique (CEM), de sécurité des produits et de calibration pour les dispositifs médicaux, les équipements informatiques et radio, ainsi que les produits électriques et électroniques. L'entreprise emploie 34 personnes et a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 2 millions d'euros en 2025.

› **Optimiser la valeur et l'impact :**

- En juin 2026, le Groupe a signé un accord portant sur la cession des activités d'essais et d'inspection de Produits Pétroliers & Pétrochimiques et Charbon. En 2025, ces activités ont généré un chiffre d'affaires d'environ 450 millions d'euros, avec un réseau mondial d'opérations couvrant de nombreux pays et un maillage important en termes de sites opérationnels et

d'employés. Ces activités affichaient une croissance inférieure à celle du Groupe et des marges dilutives. Cette cession aura un impact positif sur le profil de croissance organique du Groupe, sa marge opérationnelle ajustée et son rendement des capitaux employés. Après finalisation, attendue d'ici la fin du premier trimestre 2027, la transaction devrait être globalement neutre sur le résultat.

Cette transaction, basée sur une valeur d'entreprise de 470 millions d'euros, représente un multiple Valeur d'entreprise / EBIT de 11,1x sur la base des résultats 2025 post IFRS 16. Le produit de la cession sera réalloué vers des activités à plus forte croissance et à plus forte marge, conformément aux ambitions de développement de portefeuille définies dans le cadre de LEAP | 28.

1.2.5. MISE À JOUR SUR LES IRRÉGULARITÉS ANNONCÉES AU T1 2026

Comme annoncé en avril 2026, à la suite d'alertes internes, la Société a diligenté des vérifications ayant permis d'identifier des irrégularités dans la zone Moyen-Orient & Afrique, essentiellement au sein du sous-segment des « Services aux Gouvernements ». La Société a immédiatement informé les autorités françaises de cette situation, dans une démarche volontaire de transparence et de coopération.

Dans ce contexte, après avoir mis fin aux contrats concernés, la Société a finalisé sa revue des modalités de sortie du sous-segment des « Services aux Gouvernements » (qui a représenté environ 185 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025) et confirme sa décision de sortir de l'intégralité du sous-segment à court terme. Cette sortie a commencé au deuxième trimestre et se poursuivra de façon progressive tout au long de l'année 2026 dans le plus strict respect des engagements contractuels de la Société vis-à-vis de ses clients.

Au 30 juin 2026, la Société a provisionné un montant de 32,0 millions d'euros correspondant à sa meilleure appréciation à date de l'ensemble des conséquences financières auxquelles elle pourrait faire face.

1.2.6. CHANGEMENTS AU SEIN DU COMITÉ EXÉCUTIF

Bureau Veritas annonce de nouvelles nominations stratégiques au sein de son Comité Exécutif afin de soutenir la réalisation continue de ses ambitions LEAP | 28. Ces nominations prennent effet en juillet 2026.

- › **Marios Broustas**, expert reconnu en fusions-acquisitions, fort de 30 années d'expérience dans la banque d'investissement et la stratégie d'entreprise aux États-Unis et en Europe, est nommé Vice-Président Exécutif, Développement d'entreprise. Il succède à Juliano Cardoso, qui prend sa retraite après 28 années passées chez Bureau Veritas.
- › **Khurram Majeed** est nommé Directeur Commercial, tout en conservant ses fonctions de Vice-Président Exécutif, Région Moyen-Orient, Caspienne & Afrique, qu'il occupe depuis 2024. Dans le cadre de ses nouvelles responsabilités, il pilotera la performance des activités Ventes & Marketing de Bureau Veritas dans l'ensemble des régions et des lignes de produits du Groupe.
- › **Noor Sait** est nommé Directeur de la Performance. Il supervisera les équipes en charge de l'excellence opérationnelle, de l'intégrité technique, de la qualité, de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité sociétale, ainsi que l'ensemble des programmes de performance LEAP | 28 à l'échelle mondiale. Il a rejoint Bureau Veritas en 2025 en tant que Vice-Président chargé de l'excellence opérationnelle et de la performance pour les secteurs de l'industrie au Moyen-Orient, en Caspienne et en Afrique.
- › **Laurent Louail**, jusqu'à présent Vice-Président Exécutif, Directeur de la Performance, évolue vers un rôle de Conseiller Senior rattaché à Hinda Gharbi. Il mettra son expertise au service de projets stratégiques et accompagnera la transition des activités de la fonction Performance. Après plus de 30 ans au sein de Bureau Veritas, il a décidé de prendre sa retraite d'ici octobre 2026.

1.3 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

1.3.1. STRATÉGIE RSE À HORIZON 2028 ET INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

Bureau Veritas continue de s'engager en matière de durabilité.

Alignée avec l'Orientation Stratégique 2028 du Groupe, la stratégie développement durable de Bureau Veritas repose sur deux grands piliers :

- › L'offre de services ESG de Bureau Veritas qui répond aux nouveaux besoins de ses clients dans le cadre de leurs transitions environnementale et sociale ;
- › La responsabilité sociale et environnementale du Groupe, qui traduit la mise en œuvre par Bureau Veritas de politiques durables pour répondre aux attentes de ses parties prenantes.

À travers sa mission et son engagement, Bureau Veritas contribue à « Bâtir un Monde de Confiance ». La stratégie de développement durable du Groupe s'inscrit pleinement dans cet objectif et vise ainsi à « Bâtir un Monde Meilleur ». Elle s'articule autour de trois axes stratégiques :

- › « Bâtir de Meilleures Relations Sociales » ;
- › « Contribuer à une Meilleure Protection de l'Environnement » ;
- › « Promouvoir les Meilleures Pratiques d'Affaires ».

Cette stratégie se concentre sur six priorités autour des trois piliers de durabilité : Environnement, Social et Gouvernance.

PILIER	PRIORITÉS	FOCUS
ENVIRONNEMENT	Climat	Système de gestion de l'environnement
		Émissions directes et indirectes de CO ₂
		Émissions de CO ₂ dans la chaîne de valeur
		Mix énergétique
	Circularité et biodiversité	Gestion et élimination des déchets
		Élimination des échantillons de laboratoire
SOCIAL	Santé et sécurité	Système de gestion de la sécurité
		Sécurité au volant et sur site
		Bien-être au travail
	Capital humain	Carrières durables
		Renforcement des capacités
		Culture inclusive et non-discriminatoire
	Diversité	Diversité et égalité des chances
		Équilibre hommes / femmes
		Égalité salariale hommes et femmes
GOUVERNANCE	Éthique	Gouvernance efficace
		Qualité et conformité
		Protection des données et sécurité
		Droits de l'Homme et achats responsables

Les objectifs définis dans le cadre de la stratégie de responsabilité sociale et environnementale reflètent l'ambition de Bureau Veritas de se positionner comme le leader RSE de son secteur.

Cette ambition à horizon 2028 se décline autour de 19 thèmes prioritaires, suivis au moyen d'indicateurs clés de performance.

Le Comité d'audit et des risques veille à la pertinence, à la fiabilité et à la cohérence de ces indicateurs. Ceux-ci font par ailleurs l'objet d'une vérification annuelle par un organisme tiers indépendant et sont publiés chaque année dans le Document d'enregistrement universel.

Parmi ces indicateurs, cinq sont suivis et communiqués sur une base trimestrielle et font l'objet d'un audit en assurance raisonnable en fin d'exercice.

	ODD DES NATIONS UNIES	S1 2025	S1 2026	AMBITION 2028
ENVIRONNEMENT / CAPITAL NATUREL				
Émissions de CO ₂ – (Scopes 1 et 2, 1 000 tonnes) ^a	N° 13	131	123	107
CAPITAL SOCIAL ET HUMAIN				
Taux total d'accidents (TAR) ^b	N° 3	0,22	0,24	0,23
Taux de féminisation des postes de direction (du Comité exécutif à la Bande II) ^c	N° 5	28,4 %	29,8 %	36,0 %
Nombre d'heures de formation par collaborateur (par an) ^d	N° 8	38,9	39,8	40,0
GOUVERNANCE				
Part des collaborateurs formés au Code d'éthique	N° 16	98,5 %	99,6 %	99,0 %

1.3.2. FAITS MARQUANTS EN MATIÈRE SOCIALE ET DE RESSOURCES HUMAINES

Développement du leadership et renforcement des compétences

- › Bureau Veritas a poursuivi le déploiement de son *Leadership Framework*, articulé autour de trois principes de leadership et des habitudes associées, offrant un langage commun du *leadership* et soutenant une approche cohérente du développement des *leaders* à l'échelle du Groupe. Au premier semestre 2026, plus de 4 500 managers avaient participé à des activités d'apprentissage et d'engagement liées à ce cadre de référence.
- › Le programme de développement des responsables de lignes de produits a poursuivi son déploiement à l'échelle mondiale afin d'accompagner les nouveaux responsables de lignes de produits dans le renforcement de leurs compétences en matière de *leadership* commercial, managérial et de performance. Ce programme combine le développement des compétences opérationnelles, commerciales et de *leadership* afin d'accélérer la montée en efficacité des managers et de promouvoir une culture de la performance.

Développement des talents en matière de durabilité

- › Bureau Veritas a poursuivi le déploiement de son *Sustainability Graduate Programme*, conçu pour attirer, développer et fidéliser les jeunes talents spécialisés dans les enjeux de durabilité. Le programme propose un parcours structuré combinant expertise technique, exposition aux activités opérationnelles et développement du leadership, au service des ambitions du Groupe en matière de durabilité.

Formation et développement continu

- › La *Learning at Work Week 2026* a renforcé l'engagement de Bureau Veritas en faveur de l'apprentissage continu et du développement des compétences à travers une série d'événements mondiaux consacrés à la résilience, à la collaboration, à l'innovation, à l'intelligence artificielle et au développement personnel. Cette initiative a encouragé les collaborateurs à devenir acteurs de leur

^a Les émissions de Scopes 1 et 2 sont calculées sur une période glissante de 12 mois consécutifs. Le trimestre le plus récent est estimé sur la base du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

^b TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

^c Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

^d Le nombre d'heures de formation par collaborateur est calculé sur une période glissante de 12 mois consécutifs.

propre développement et à intégrer davantage l'apprentissage dans leurs activités quotidiennes. Elle représente près de 2 000 heures de formation.

- › À l'occasion de la *Learning at Work Week*, Bureau Veritas a lancé *Connect2Learn@BV*, une initiative mondiale de développement linguistique entre pairs destinée à favoriser les échanges entre collaborateurs de différentes régions et cultures grâce à la pratique des langues et au partage de connaissances. Le programme vise à soutenir l'apprentissage des langues, les échanges interculturels et le renforcement de la collaboration au sein du Groupe. À ce jour, plus de 350 collaborateurs ont candidaté pour participer à cette initiative.

Diversité, équité et inclusion

- › Bureau Veritas a poursuivi son partenariat avec Les Ateliers Entreprise & Mixité, une initiative visant à accélérer le développement des talents féminins à fort potentiel grâce au mentorat, au réseautage et à l'exposition à des dirigeantes et dirigeants expérimentés. Au cours du premier semestre 2026, plusieurs collaboratrices de Bureau Veritas ont participé à ce programme et bénéficié de relations de mentorat avec des cadres dirigeants d'autres organisations.

1.3.3. ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Bureau Veritas accompagne les entreprises, les gouvernements et les autorités publiques dans la gestion des enjeux liés à la qualité, à la santé, à la sécurité, à l'environnement et à la responsabilité sociale, autant de défis essentiels pour répondre aux attentes croissantes de la société.

En tant qu'entreprise *Business to Business to Society*, le Groupe est convaincu que sa performance doit s'accompagner d'un impact positif pour les personnes, les communautés et la planète.

L'engagement de Bureau Veritas en matière de responsabilité sociale et environnementale vise à agir de manière responsable afin de bâtir un monde de confiance. Les distinctions et reconnaissances obtenues au cours du premier semestre 2026 témoignent de la continuité des efforts déployés par le Groupe pour intégrer les enjeux de développement durable dans l'ensemble de ses activités.

1.3.4. LE GROUPE EST HAUTEMENT RECONNU PAR LES AGENCES DE NOTATION EXTRA-FINANCIÈRE

Bureau Veritas figure dans le *S&P Global Sustainability Yearbook 2026* avec la distinction « Top 5 % », confirmant ainsi sa position parmi les entreprises les plus performantes de son secteur en matière de développement durable. Cette reconnaissance repose sur le score de 84/100 obtenu lors du *Corporate Sustainability Assessment (CSA)* de S&P Global, l'un des référentiels ESG les plus exigeants au niveau international. Elle témoigne de la solidité de la démarche de développement durable du Groupe et de sa capacité à intégrer les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans l'ensemble de ses activités.

En 2026, Bureau Veritas figure à nouveau dans l'indice Vérité40® d'Axylia, qui distingue les sociétés françaises reconnues pour leur capacité à intégrer les enjeux climatiques dans leur modèle économique et leur stratégie de création de valeur. Cette reconnaissance souligne l'engagement du Groupe en faveur de la transparence, de la performance environnementale et du développement durable.

1.3.5. RECONNAISSANCES ET RÉCOMPENSES NOTABLES

En juin 2026, Bureau Veritas a de nouveau été distingué parmi les « Most Honored Companies » de l'enquête Extel (anciennement *Institutional Investor Research*), qui récompense les meilleures pratiques de communication financière en Europe. Dans la catégorie « Business & Employment Services », couvrant 48 sociétés, le Groupe a obtenu sept distinctions classées Top 1 : Meilleur Directeur Général, Meilleur Directeur Financier, Meilleure équipe de Relations Investisseurs, Meilleur professionnel des Relations Investisseurs, Meilleur programme de Relations Investisseurs, Meilleur programme ESG et Meilleur évènement investisseurs. Ces résultats reflètent la qualité du dialogue entretenu par le Groupe avec la communauté financière ainsi que la reconnaissance de son programme ESG.

1.3.6. TRANSPARENCY AWARDS

En 2026, Bureau Veritas a remporté le prix du Meilleur Document d'Enregistrement Universel (DEU) lors des *Transparency Awards* organisés par Labrador Transparency. Cette distinction récompense l'excellence du Groupe en matière de transparence et de communication financière, notamment en ce qui concerne l'accessibilité, la fiabilité, la clarté et la compréhension de l'information publiée à destination de ses parties prenantes.

1.4 AMBITIONS « LEAP | 28 »

Le 20 mars 2024, Bureau Veritas a annoncé sa nouvelle stratégie « LEAP | 28 », avec les ambitions suivantes :

2024-2028

CROISSANCE TCAM ^e	Une croissance totale élevée à un chiffre ^f du chiffre d'affaires
<i>Avec :</i>	<i>une croissance organique modérée à élevée à un chiffre</i>
<i>Et :</i>	<i>une accélération des fusions et acquisitions et une optimisation du portefeuille</i>
MARGE	Amélioration constante de la marge opérationnelle ajustée ^f
CROISSANCE DU BPA TCAM ^{e,f} + RENDEMENT DES DIVIDENDES	Retours annuels à deux chiffres
TRÉSORERIE	Fort taux de conversion du <i>cash</i> ^g : supérieur à 90 %

Au cours de la période 2024-2028, l'utilisation du flux de trésorerie généré par les activités du Groupe sera équilibrée entre les dépenses d'investissement (*Capex*), les fusions et acquisitions (M&A) et le retour aux actionnaires (dividendes) :

HYPOTHÈSES

CAPEX	Environ 2,5 - 3,0 % du chiffre d'affaires du Groupe
M&A	Accélération des fusions et acquisitions
DIVIDENDE	Distribution de 65 % du résultat net ajusté
RATIO D'ENDETTEMENT NET	Entre 1,0x et 2,0x d'ici 2028

^e Taux de croissance annuel moyen.

^f À taux constant.

^g (Flux net de trésorerie généré par l'activité – remboursement des dettes de location + impôt sur les sociétés) / résultat opérationnel ajusté

1.5 CHIFFRES CLÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026

Le conseil d'administration de Bureau Veritas s'est réuni le 28 juillet 2026 et a approuvé les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2026 (S1 2026). Les principaux éléments financiers consolidés sont :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Variation
Chiffre d'affaires	3 258,4	3 192,5	+ 2,1 %
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	506,5	491,5	+ 3,1 %
Marge opérationnelle ajustée^(a)	15,5 %	15,4 %	+ 15 pb
Résultat opérationnel	430,8	513,1	(16,0) %
Résultat net ajusté ^(a)	303,8	292,4	+ 3,9 %
Résultat net part du Groupe	237,9	322,3	(26,2) %
Bénéfice net ajusté par action^(a)	0,68	0,65	+ 4,8 %
Bénéfice par action	0,54	0,72	(25,6) %
Flux net de trésorerie généré par l'activité	241,3	261,9	(7,9) %
Flux de trésorerie disponible^(a)	157,7	168,0	(6,1) %

(a) Indicateurs alternatifs de performance présentés, définis et réconciliés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.11 - Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS.

1.5.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

- › **Chiffre d'affaires total** : au premier semestre 2026, Bureau Veritas a enregistré un chiffre d'affaires total de 3 258,4 millions d'euros, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente.
- › **Croissance organique** : le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 5,0 % sur une base organique par rapport au premier semestre 2025, avec une hausse de 5,5 % au deuxième trimestre 2026. Cette croissance a été portée par des tendances sous-jacentes solides au sein des activités Bâtiment & Infrastructures, Marine & Offshore et Biens de consommation, ainsi que dans la plupart des zones géographiques.
- › **Répartition géographique** :
 - **Amériques (25 % du chiffre d'affaires)** : la région a affiché une croissance organique solide de 3,4 % sur le premier semestre de l'année (avec une amélioration séquentielle atteignant 4,9 % au deuxième trimestre), soutenue par la forte dynamique des activités de mise en service des centres de données et des marchés de l'énergie en Amérique du Nord.
 - **Europe (37 % du chiffre d'affaires)** : l'Europe a enregistré une croissance organique de 4,6 % au premier semestre (incluant une croissance de 5,6 % au deuxième trimestre), portée par un niveau d'activité particulièrement élevé en Europe du Nord et de l'Ouest.
 - **Asie-Pacifique (28 % du chiffre d'affaires)** : la région Asie-Pacifique a réalisé une forte croissance organique de 7,6 % au premier semestre, soutenue par une croissance à deux chiffres principalement en Chine, en Corée et en Inde.
 - **Moyen-Orient & Afrique (10 % du chiffre d'affaires)** : la région Moyen-Orient & Afrique a réalisé une croissance organique résiliente de 3,5 % au premier semestre malgré le contexte de conflit persistant au Moyen-Orient. Elle a bénéficié de la poursuite des programmes d'urbanisation et de développement des infrastructures, ainsi que du maintien des investissements dans le secteur de l'énergie au sein des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).
- › **Effet périmètre négatif** : l'effet de périmètre a contribué négativement à la croissance totale à hauteur de 0,2 % au premier semestre. Cette évolution résulte des acquisitions *bolt-on* réalisées au cours des

derniers trimestres, qui ont apporté une contribution positive de 1,4 %. Cet effet a été entièrement compensé par les cessions réalisées au cours des douze derniers mois, notamment l'activité de tests alimentaires et les activités de construction en Chine, représentant une baisse totale de 1,6 %

- › **Effet de change négatif** : les fluctuations de change ont eu un impact négatif de 2,7 % au premier semestre, avec un effet défavorable plus limité de 0,6 % au deuxième trimestre. Cette évolution s'explique par la force de l'euro face à la plupart des devises.

Les méthodes de calcul retenues pour déterminer les composantes de la croissance du chiffre d'affaires sont présentées dans la section 1.11 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.5.2 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel s'est élevé à 430,8 millions d'euros, en baisse de 16,0 % par rapport aux 513,1 millions d'euros du premier semestre 2025.

1.5.3 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2026 et au premier semestre 2025 :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Variation
Résultat opérationnel	430,8	513,1	(16,0) %
Amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions	23,4	26,1	(10,3) %
Charges de restructuration	9,6	11,1	(13,5) %
Résultats de cessions de filiales et d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	9,8	(64,9)	n.s.
Autres éléments non récurrents	32,9	6,1	439,3 %
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	506,5	491,5	+ 3,1 %

Évolution du résultat opérationnel ajusté et de la marge

	Résultat opérationnel ajusté en millions d'euros	Marge opérationnelle ajustée en pourcentage et points de base
Résultat opérationnel ajusté et marge au 30 juin 2025	491,5	15,4 %
Variation organique	26,9	+ 7 pb
Résultat opérationnel ajusté organique et marge	518,4	15,5 %
Effet périmètre	6,2	+ 22 pb
Résultat opérationnel ajusté à taux de change constant et marge	524,6	15,7 %
Effet de change	(18,0)	(14) pb
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ ET MARGE AU 30 JUIN 2026	506,5	15,5 %

Le résultat opérationnel semestriel ajusté a augmenté de 3,1 %, atteignant 506,5 millions d'euros, en croissance de 29 points de base à taux de change constant.

Cela représente une marge opérationnelle ajustée de 15,5 %, soit une hausse de 15 points de base par rapport au premier semestre 2025 :

- › La marge opérationnelle ajustée a progressé de 7 points de base en organique sur un an pour atteindre 15,5 %, portée par une amélioration du levier opérationnel, la poursuite des gains d'efficacité issus des programmes de performance en cours, une maîtrise rigoureuse des coûts, ainsi que par un effet mix favorable. Par division, Marine & Offshore, Bâtiment & Infrastructures et Biens de Consommation ont enregistré une amélioration de leur marge, soutenue par un mix d'activités favorable et la contribution des acquisitions réalisées au cours des périodes précédentes. Ces gains ont largement compensé la baisse des marges dans les activités Agroalimentaire & Matières Premières et Industrie, impactées par la situation au Moyen-Orient. Les activités de Certification ont également affiché une marge en baisse, sous l'effet d'un ralentissement temporaire de la croissance et d'une contribution encore progressive des acquisitions récentes.
- › L'effet périmètre a eu un impact positif de 22 points de base, reflétant les bénéfices de la rotation du portefeuille, notamment à la suite de la cession des activités de tests alimentaires et des activités de construction en Chine.
- › Les fluctuations de change ont eu un impact négatif de (14) points de base sur la marge du Groupe en raison de la force de l'euro par rapport aux autres devises.

Les autres éléments d'ajustement ont représenté une charge nette de 75,7 millions d'euros, contre un produit net de 21,6 millions d'euros au premier semestre 2025. Cette évolution s'explique principalement par des pertes nettes sur cessions et acquisitions de 9,8 millions d'euros (à comparer à des plus-values nettes de 64,9 millions d'euros enregistrées au premier semestre 2025) ainsi que des coûts relatifs à la sortie des activités de « Services aux Gouvernements ».

Le résultat opérationnel s'est élevé à 430,8 millions d'euros, en baisse de 16,0 % par rapport aux 513,1 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2025. Cette diminution s'explique par une base de comparaison particulièrement élevée l'an dernier, qui incluait une plus-value non-récurrente significative liée à la cession des activités de tests alimentaires.

1.5.4 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

Évolution du résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2026	S1 2025
Coût de l'endettement financier brut	(52,4)	(40,8)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	12,1	10,8
Coût de l'endettement financier net	(40,3)	(30,0)
Résultat de change	(6,2)	(15,8)
Coût financier des régimes de retraites	(1,9)	(1,7)
Autres	(7,1)	(8,5)
RÉSULTAT FINANCIER	(55,5)	(56,0)

La charge financière nette s'est élevée à 55,5 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 56,0 millions d'euros sur la même période l'année précédente. D'une part, le coût de l'endettement financier net a augmenté par rapport à l'année précédente en raison de l'émission d'un programme obligataire de 700 millions d'euros en octobre 2025. D'autre part, le Groupe a enregistré des effets de change défavorables plus limités que l'an dernier, avec une perte de 6,2 millions d'euros (contre une perte de 15,8 millions d'euros au premier semestre 2025).

Les autres éléments (incluant le coût financier des régimes de retraite et autres charges financières) se sont établis à (9,0) millions d'euros, contre (10,2) millions d'euros au premier semestre 2025.

1.5.5 IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'est élevée à 122,6 millions d'euros au premier semestre 2026. Ce montant intègre l'impact de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises en France, dont la part calculée sur l'impôt dû au titre de l'exercice 2025 a été intégralement comptabilisée au 30 juin 2026. À titre de comparaison, la charge d'impôt consolidée était de 119,0 millions d'euros au premier semestre 2025.

Cela représente un taux effectif d'impôt (TEI – charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt) de 32,7 % sur la période contre 26,1 % au premier semestre 2025. La variation résulte principalement de la cession des activités de tests alimentaires qui avait bénéficié d'un taux d'imposition plus favorable que le taux effectif d'impôt standard du Groupe en 2025.

Le taux effectif d'impôt ajusté a augmenté de 10 points de base par rapport à 2025, pour atteindre 29,3 %. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements.

ÉVOLUTION DU TAUX EFFECTIF D'IMPOT

(en millions d'euros et pourcentage)

	S1 2026	S1 2025
Résultat avant impôts	374,6	456,7
Charge d'impôt	(122,6)	(119,0)
Taux Effectif d'Impôt (TEI)	32,7 %	26,1 %
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (TEI) AJUSTÉ	29,3 %	29,2 %

1.5.6 RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe pour la période s'est élevé à 237,9 millions d'euros, contre 322,3 millions d'euros au premier semestre 2025. Le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 0,54 euro, contre 0,72 euro au premier semestre 2025.

1.5.7 RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt tel que décrit dans la section 1.11 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat net ajusté part du Groupe au premier semestre 2026 et au premier semestre 2025 :

(en millions d'euros)

	S1 2026	S1 2025
Résultat net part du Groupe	237,9	322,3
<i>BPA</i>		
<i>^(a) (en euro par action)</i>	<i>0,54</i>	<i>0,72</i>
Éléments d'ajustement	75,7	(21,6)
Effet d'impôt sur les éléments d'ajustement	(9,4)	(8,2)
Intérêts minoritaires	(0,5)	(0,1)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	303,8	292,4
BPA AJUSTÉ ^(a) (euros par action)	0,68	0,65

^(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 443,849,323 au premier semestre 2026 et 447 541 814 au premier semestre 2025

Le résultat net ajusté part du Groupe s'est élevé à 303,8 millions d'euros au premier semestre 2026, en progression de 3,9 % par rapport aux 292,4 millions d'euros du premier semestre 2025. Le bénéfice ajusté par action est de 0,68 euro au premier semestre 2026, soit une hausse de 4,8 % par rapport au premier semestre 2025 (0,65 euro par action) et de 9,8 % à taux de change constant.

Évolution du résultat net ajusté part du Groupe

(en millions d'euros)

Résultat net ajusté part du Groupe au 30 juin 2025	292,4
Variation organique et effet périmètre	26,2
Résultat net ajusté part du Groupe à taux de change constant	318,6
Effet de change	(14,8)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE AU 30 JUIN 2026	303,8

1.5.8 RÉSULTATS PAR ACTIVITÉ

Évolution du chiffre d'affaires par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	S1 2026	S1 2025 ^(a)	Croissance			
			Totale	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	293,6	278,0	+ 5,6 %	+ 8,7 %	-	(3,1) %
Agroalimentaire & Matières Premières	578,1	590,9	(2,2) %	+ 3,3 %	(4,2) %	(1,3) %
Industrie	675,1	679,1	(0,6) %	+ 1,0 %	+ 2,3 %	(3,9) %
Bâtiment & Infrastructures	1 026,1	960,8	+ 6,8 %	+ 8,7 %	+ 0,2 %	(2,1) %
Certification	285,7	283,6	+ 0,7 %	+ 1,9 %	+ 0,6 %	(1,8) %
Biens de Consommation	399,8	400,1	(0,1) %	+ 5,1 %	(0,3) %	(4,9) %
TOTAL S1	3 258,4	3 192,5	+ 2,1 %	+ 5,0 %	(0,2) %	(2,7) %

(a) Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre et du premier semestre 2025 ont été retraités en raison d'un reclassement impactant principalement les activités Agroalimentaire & Matières Premières, Industrie et Bâtiment & Infrastructures (pour un montant d'environ 0,9 millions d'euros sur le premier semestre).

Évolution du résultat opérationnel ajusté par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	S1 2026	S1 2025 ^(b)	Variation	S1 2026	S1 2025	Variation totale (pb)	Organique (pb)	Périmètre (pb)	Change (pb)
Marine & Offshore	77,2	65,7	+ 17,6 %	26,3 %	23,6 %	+ 267	+ 323	-	(56)
Agroalimentaire & Matières Premières	77,0	84,7	(9,1) %	13,3 %	14,3 %	(101)	(146)	+ 31	+ 14
Industrie	82,3	89,5	(8,1) %	12,2 %	13,1 %	(99)	(55)	(24)	(20)
Bâtiment & Infrastructures	136,9	115,5	+ 18,6 %	13,3 %	12,0 %	+ 132	+ 90	+ 54	(12)
Certification	43,9	50,7	(13,5) %	15,4 %	18,0 %	(253)	(236)	(11)	(6)
Biens de Consommation	89,2	85,4	+ 4,4 %	22,3 %	21,4 %	+ 98	+ 49	+ 53	(4)
TOTAL S1	506,5	491,5	+ 3,1 %	15,5 %	15,4 %	+ 15	+ 7	+ 22	(14)

(b) Les chiffres par activité du premier semestre 2025 ont été retraités à la suite d'une reclassification ayant un impact sur les divisions Agroalimentaire & Matières Premières, Industrie, Bâtiment & Infrastructures et Certification (environ 0,8 million d'euros sur le premier semestre).

MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	293,6	278,0	+ 5,6 %	+ 8,7 %	-	(3,1) %
Résultat opérationnel ajusté	77,2	65,7	+ 17,6 %			
Marge opérationnelle ajustée	26,3 %	23,6 %	+267 pb	+323 pb	-	(56) pb

L'activité Marine & Offshore a enregistré de solides résultats au premier semestre 2026, avec une croissance organique de 8,7 %, dont 6,3 % au deuxième trimestre, portée par :

Une forte croissance à deux chiffres des activités de **Nouvelles Constructions** (51 % du chiffre d'affaires de la division), soutenue par une demande robuste pour les services de certification des équipements et par la conversion d'un solide carnet de commandes. Au 30 juin 2026, le Groupe a sécurisé 7,4 millions de tonneaux bruts de nouvelles commandes, portant le carnet de commandes à 34,6 millions de tonneaux bruts, en hausse de 8,5 % sur un an.

Une croissance stable de l'activité **Navires en service** (40 % du chiffre d'affaires de la division), avec un léger repli au deuxième trimestre résultant d'une combinaison de bases de comparaison exigeantes et d'un effet de saisonnalité sur certains types d'inspections. Au 30 juin 2026, la flotte classée par Bureau Veritas comptait 12 573 navires, soit une hausse de 3,2 % sur un an. Le tonnage brut total classé a atteint 171,3 millions de tonneaux, en progression de 9,6 % par rapport à l'année précédente, principalement grâce à l'augmentation significative du tonnage en Corée.

Un repli de l'activité **Services** (9 % du chiffre d'affaires de la division, incluant l'*Offshore*), lié à la réduction des activités de conseil non stratégiques, une évolution qui devrait contribuer à améliorer le profil de marge de la division.

La division continue de bénéficier de la croissance des projets énergétiques offshore et de la complexité croissante des actifs en mer. Afin d'accompagner ces tendances, Bureau Veritas a récemment lancé un nouveau Centre d'Excellence *Offshore* en Asie-Pacifique, réunissant une expertise régionale et un réseau technique mondial afin d'accompagner les projets pétroliers, gaziers et d'énergies renouvelables *offshore* à l'échelle internationale.

La marge opérationnelle ajustée du premier semestre s'est significativement améliorée pour atteindre 26,3 % en données publiées, contre 23,6 % au premier semestre 2025, grâce à un fort effet de levier opérationnel, un mix d'activités favorable et la sortie d'activités de conseil non stratégiques à faible rentabilité.

Réalisations en matière d'objets verts

Au deuxième trimestre 2026, Bureau Veritas a fourni des services de classification et de support technique pour la construction du plus grand méthanier au monde, contribuant au développement de solutions de transport de GNL de nouvelle génération et à la transition énergétique du secteur maritime.

Le Groupe a également délivré des services de classification, de revue de conception et de supervision de construction pour le plus grand navire de croisière à voiles au monde, pour un opérateur français de premier plan.

AGROALIMENTAIRE & MATIÈRES PREMIÈRES

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	578,1	590,9	(2,2) %	+ 3,3 %	(4,2) %	(1,3) %
Résultat opérationnel ajusté	77,0	84,7	(9,1) %			
Marge opérationnelle ajustée	13,3 %	14,3 %	(101) pb	(146) pb	+ 31 pb	+ 14 pb

L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a enregistré une croissance organique de 3,3 % au premier semestre 2026, avec une accélération séquentielle de 4,4 % au deuxième trimestre.

Le segment des **Produits Pétroliers et Pétrochimiques** (O&P, 32 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré un léger recul organique à un chiffre au premier semestre, reflétant les importantes perturbations des flux commerciaux au Moyen-Orient ainsi qu'une activité plus faible sur plusieurs marchés énergétiques traditionnels.

Le segment **Métaux & Minéraux** (M&M, 40 % du chiffre d'affaires de la division) a délivré une croissance organique à deux chiffres au premier semestre, portée par la poursuite des investissements miniers, les dépenses d'exploration et la demande croissante pour les services de laboratoires externalisés. Les activités amont ont enregistré une croissance organique élevée à deux chiffres, bénéficiant de programmes de forage soutenus et d'un niveau d'activité élevé dans l'or et le cuivre. Les activités liées aux échanges commerciaux ont affiché une croissance organique élevée à un chiffre, soutenue par l'augmentation des flux de matières premières et la hausse des volumes d'inspection.

Les activités **Agricoles** (11 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré un léger recul organique à un chiffre de leur chiffre d'affaires au premier semestre. Les activités agricoles amont ont réalisé une croissance organique élevée à un chiffre, soutenue par une saison de récolte particulièrement favorable et prolongée avec hausse des volumes d'inspection au Brésil. Les activités de négoce agricole ont en revanche connu un recul organique élevé à un chiffre, reflétant les perturbations des flux commerciaux et de l'activité des clients liées à la situation au Moyen-Orient. Le Groupe poursuit actuellement le renforcement de ses positions sur les principaux corridors d'exportation agricoles.

Les **Services aux Gouvernements** (17 % du chiffre d'affaires de la division) ont affiché une croissance organique modérée à un chiffre au premier semestre 2026. Conformément à l'annonce effectuée en avril 2026, le Groupe poursuit son retrait progressif de cette activité.

La marge opérationnelle ajustée de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières s'est établie à 13,3 % au premier semestre, en recul de 101 points de base par rapport à 14,3 % un an auparavant. Cette baisse s'explique principalement par la forte contraction des activités de tests dans les Produits Pétroliers & Pétrochimiques résultant des perturbations observées au Moyen-Orient.

INDUSTRIE

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	675,1	679,1	(0,6) %	+ 1,0 %	+ 2,3 %	(3,9) %
Résultat opérationnel ajusté	82,3	89,5	(8,1) %			
Marge opérationnelle ajustée	12,2 %	13,1 %	(99) pb	(55) pb	(24) pb	(20) pb

L'activité Industrie a enregistré une croissance organique de 1,0 % au premier semestre 2026, dont 1,2 % au deuxième trimestre, dans un contexte marqué par des retards de projets et par les répercussions persistantes du conflit au Moyen-Orient sur la performance de la division.

Par marché, les activités du segment **Pétrole & Gaz** (34 % du chiffre d'affaires de la division) ont réalisé une croissance organique faible à un chiffre. Les activités liées aux investissements (*Capex*) ont affiché une croissance organique à deux chiffres, portée par la solide performance des opérations en Amérique du Nord et à la résilience de certaines activités *Capex* au Moyen-Orient. Cette dynamique reflète un cycle d'investissement soutenu, notamment dans le gaz, ainsi que la résilience des activités dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Les services liés à l'exploitation (*Opex*) ont en revanche poursuivi leur repli organique, reflétant un niveau d'activité plus faible en Amérique latine et le report de certaines prestations liées aux arrêts d'unités industrielles dans un contexte d'instabilité régionale au Moyen-Orient.

Les services **Power & Utilities** (16 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré un léger repli organique de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2026. Les activités liées aux investissements (*Capex*) continuent leur croissance organique modérée à un chiffre, soutenue par une dynamique favorable des projets d'infrastructures de distribution et de stockage d'électricité en Asie et en Europe. Les services liés aux projets d'énergies renouvelables ont également poursuivi leur forte croissance. Cette performance a toutefois été compensée par la pression persistante sur les activités *Opex*, en particulier en Amérique latine, qui a pesé sur la performance du premier semestre. Les contrats récemment remportés devraient démarrer au cours du second semestre de l'année, tandis que les services liés au nucléaire devraient monter progressivement en puissance.

Les services de **Certification des Produits Industriels** (18 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance élevée à un chiffre au premier semestre 2026, soutenue par une demande robuste dans les secteurs du Transport & Logistique et des Équipements sous pression en Europe et sur le continent américain.

Les activités d'**Essais Environnementaux** (9 % du chiffre d'affaires de la division) ont réalisé une croissance organique faible à un chiffre au premier semestre 2026, avec une amélioration progressive au cours de la période grâce à des conditions météorologiques plus favorables.

Les **Autres services liés à l'Industrie** (23 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré un léger recul à un chiffre sur la période.

La marge opérationnelle ajustée de l'activité Industrie a reculé de 99 points de base, à 12,2 % au premier semestre 2026. Sur une base organique, elle s'est contractée de 55 points de base, reflétant notamment une baisse des volumes sur les activités *Opex*.

Réalisations en matière d'objets verts

Le Groupe a remporté un contrat portant sur la réalisation de services d'inspection sur site et de supervision Santé, Sécurité et Environnement (HSE) pour l'un des plus importants projets hydroélectriques d'Asie centrale.

BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	1 026,1	960,8	+ 6,8 %	+ 8,7 %	+ 0,2 %	(2,1) %
Résultat opérationnel ajusté	136,9	115,5	+ 18,6 %			
Marge opérationnelle ajustée	13,3 %	12,0 %	+ 132 pb	+ 90 pb	+ 54 pb	(12) pb

L'activité Bâtiments & Infrastructures (B&I) a été l'une des activités les plus performantes du Groupe au premier semestre 2026, avec une croissance organique de 8,7 %, dont 10,2 % au deuxième trimestre, portée par le dynamisme de la construction des centres de données ainsi que par une activité soutenue sur l'ensemble des marchés à mesure que la stratégie de croissance de l'activité Bâtiments & Infrastructures prend de l'ampleur.

Par marché, les activités **Bâtiment Capex** (39 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance organique à deux chiffres, tirée par les services liés aux *Mission Critical Assets*, notamment les activités de QA/QC et de mise en service (*commissioning*), dont la croissance a dépassé 40 %. Cette dynamique a été soutenue par les investissements continus des *hyperscalers* et des fournisseurs de services *cloud*. Dans les centres de données, Bureau Veritas a élargi son offre *One-Stop Solution* en remportant plusieurs mandats stratégiques de gestion de projets. Le Groupe a également poursuivi le renforcement de sa plateforme dédiée aux *Mission Critical Assets*, notamment grâce à l'intégration prévue de **LotusWorks** à compter d'août 2026.

Par géographie, aux États-Unis, les services de conformité au Code ont enregistré une croissance élevée à un chiffre, tandis que les services transactionnels ont affiché une très forte progression. En Europe, la croissance a été portée par le Royaume-Uni, bénéficiant du renforcement des réglementations en matière de sécurité des bâtiments et de la demande liée aux infrastructures numériques. L'Europe continentale a bénéficié du développement de services de gestion de projets à plus forte valeur ajoutée. En France, l'activité est restée globalement stable, avec un portefeuille d'opportunités en progression dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie de pointe, des technologies et des *Mission Critical Assets*. Au Moyen-Orient, la croissance est demeurée solide, portée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis grâce à d'importants programmes de développement urbain. En Asie-Pacifique, le Japon a maintenu une solide dynamique, soutenue par l'élargissement des services de conformité réglementaire.

Les services **Opex Bâtiment** (42 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance organique modérée à un chiffre, soutenue par les activités liées à la sécurité des bâtiments, à la conformité réglementaire, à l'environnement, à la santé-sécurité (HSE), au diagnostic et à la gestion des actifs. En France, la croissance a été portée par les mesures environnementales, les activités QHSE et les services liés aux dispositifs publics de rénovation. En Europe, les activités HSE, de diagnostic et de conformité réglementaire ont affiché de bonnes performances.

L'activité **Infrastructures** (19 % du chiffre d'affaires de la division) délivre de solides résultats, avec une croissance organique modérée à un chiffre, soutenue par les programmes publics de transport et d'infrastructures en Amérique du Nord, les projets de rénovation aéroportuaire et les grands projets au Moyen-Orient, ainsi que par les investissements publics dans les infrastructures en Europe du Sud.

La marge opérationnelle ajustée du premier semestre a progressé de 132 points de base, pour atteindre 13,3 %, contre 12,0 % au premier semestre 2025. Sur une base organique, elle a augmenté de 90 points de base, grâce au mix d'activités favorable porté par les *Mission Critical Assets* ainsi qu'à la contribution relative des acquisitions réalisées ces dernières années. La cession des activités en Chine a également contribué positivement à la rentabilité de la division.

Réalisations en matière de services de transition

Au deuxième trimestre 2026, Bureau Veritas a remporté un contrat de certification LEED pour les bâtiments existants (LEED EB) auprès d'une importante société d'investissement immobilier en Asie, afin d'accompagner la gestion durable et la performance environnementale de son portefeuille d'actifs.

CERTIFICATION

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	285,7	283,6	+ 0,7 %	+ 1,9 %	+ 0,6 %	(1,8) %
Résultat opérationnel ajusté	43,9	50,7	(13,5) %			
Marge opérationnelle ajustée	15,4 %	18,0 %	(253) pb	(236) pb	(11) pb	(6) pb

L'activité Certification a délivré une croissance organique de 1,9 % au premier semestre 2026, dont 1,5 % de croissance organique au deuxième trimestre.

Les solutions **QHSE & Schémas Spécialisés** (53 % du chiffre d'affaires de la division) ont affiché une performance faible à un chiffre au premier semestre 2026, dans un contexte de conditions de marché plus modérées dans les économies matures. L'activité a continué d'être soutenue par l'adoption croissante de schémas de certification dans les marchés émergents, en particulier en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique, où Bureau Veritas a poursuivi ses gains de parts de marché. La demande est demeurée solide pour les systèmes de management de la qualité, de la santé, de la sécurité et de l'environnement, tandis que les schémas liés au transport et à la mobilité ont bénéficié de la préparation des clients aux prochains cycles de renouvellement des certifications.

Les **solutions liées à la Durabilité et les activités de Certification Numérique (Cyber)** (35 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance organique élevée à un chiffre au premier semestre 2026. Les services liés à l'environnement et au carbone sont restés le principal moteur de croissance, soutenus par une demande accrue pour les services de décarbonation, d'évaluation de l'empreinte carbone et de conformité aux réglementations climatiques dans l'ensemble des régions. Les solutions liées aux enjeux sociaux et à l'approvisionnement responsable ont également continué de bénéficier de l'attention croissante portée par les clients à la transparence des chaînes d'approvisionnement et à la performance ESG. Les activités de cybersécurité ont poursuivi leur développement, portées par une demande croissante dans le secteur industriel. L'activité commerciale est demeurée soutenue, les clients accordant une importance accrue à la cyber-résilience, à la continuité opérationnelle et à la protection des actifs critiques.

Les **autres solutions, incluant la Formation** (12 % du chiffre d'affaires de la division), ont affiché une performance stable au premier semestre 2026. La bonne dynamique des activités de formation a permis de compenser une demande plus modérée dans certains services adjacents.

La marge opérationnelle ajustée de l'activité Certification s'est établie à 15,4 % au premier semestre 2026. Sur une base organique, elle a reculé de 236 points de base, reflétant une croissance du chiffre d'affaires plus modérée ainsi qu'une montée en puissance au premier semestre plus lente qu'anticipée pour les acquisitions réalisées au cours des dernières années.

Réalisations en matière de services de transition

Au deuxième trimestre 2026, Bureau Veritas a renouvelé plusieurs contrats stratégiques dans les domaines de la durabilité, de la cybersécurité et des achats responsables. Parmi les projets majeurs figurent un programme multinational d'audits ESG de chaînes d'approvisionnement pour un grand constructeur automobile mondial, le renouvellement d'un accord-cadre relatif aux services de durabilité avec un important groupe international de biens de consommation, ainsi que plusieurs missions de conformité en cybersécurité au service d'acteurs des secteurs technologique et industriel.

BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Var.	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	399,8	400,1	(0,1) %	+ 5,1 %	(0,3) %	(4,9) %
Résultat opérationnel ajusté	89,2	85,4	+ 4,4 %			
Marge opérationnelle ajustée	22,3 %	21,4 %	+ 98 pb	+ 49 pb	+ 53 pb	(4) pb

L'activité Biens de Consommation a enregistré une croissance organique de 5,1 % au premier semestre 2026, dont une hausse de 5,7 % au deuxième trimestre.

Le segment **Textiles, Biens durables & Jouets** (48 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une croissance organique faible à modérée à un chiffre au premier semestre 2026, malgré des perturbations de l'approvisionnement énergétique dans la plupart des régions manufacturières mondiales. La croissance a principalement été portée par la Chine, illustrant la résilience et la flexibilité des chaînes d'approvisionnement, les grands distributeurs et marques ayant rapidement réorienté leurs approvisionnements depuis les pays affectés afin de tirer parti de l'échelle, de la rapidité d'exécution et de l'écosystème industriel complet de la Chine.

Le segment **Cosmétique (incluant la Beauté et l'Hygiène)** (8 % du chiffre d'affaires de la division), a enregistré une croissance organique faible à un chiffre au premier semestre 2026. La performance s'est progressivement améliorée au deuxième trimestre, soutenue par une demande domestique solide en Chine et par la reprise des activités aux États-Unis.

Les activités de **Chaîne d'approvisionnement et Durabilité** (14 % du chiffre d'affaires de la division) ont affiché une croissance organique élevée à un chiffre, portée par une bonne dynamique en Amérique du Nord et par une forte demande pour les services liés à la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le segment des **Technologies** (30 % du chiffre d'affaires de la division) a maintenu une trajectoire de croissance soutenue au deuxième trimestre, affichant une croissance organique élevée à un chiffre sur l'ensemble du premier semestre. La dynamique est restée particulièrement forte en Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud, portée par la reprise de la demande pour les produits technologiques et par l'accélération plus générale des cycles d'innovation. La croissance a bénéficié du déploiement croissant de l'intelligence artificielle au sein des équipements matériels, générant des besoins additionnels en services d'essais, d'inspection et de certification. Au premier semestre, Bureau Veritas a acquis **IPS Corporation** afin de poursuivre la diversification de son portefeuille de services et de produits au Japon.

La marge opérationnelle ajustée du premier semestre a progressé de 98 points de base, à 22,3 % contre 21,4 % au premier semestre 2025. Sur une base organique, elle s'est améliorée de 49 points de base, grâce à la reprise du segment Technologies et aux bénéfices des mesures de restructuration. Les effets de périmètre ont contribué à hauteur de 53 points de base supplémentaires, reflétant la cession de petits laboratoires d'essais automobiles.

Réalisations en matière de services de transition

Au premier semestre 2026, les services de transition ont poursuivi leur développement, Bureau Veritas accompagnant ses clients dans leur transformation ESG. Le Groupe a remporté un programme mondial d'audits d'approvisionnement responsable couvrant 12 pays dans plusieurs régions du monde pour un acteur de référence du secteur de la chaussure et de la maroquinerie.

Bureau Veritas a également été sélectionné par un important distributeur brésilien pour déployer un programme d'approvisionnement responsable visant à évaluer le niveau de maturité des fournisseurs et identifier des opportunités d'amélioration tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.

1.6 FLUX DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

1.6.1 FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)

	S1 2026	S1 2025
Résultat avant impôts	374,6	456,7
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	39,9	(110,4)
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	55,1	106,7
Amortissements et dépréciations	139,4	134,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(224,8)	(193,7)
Impôts payés	(142,9)	(132,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	241,3	261,9
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(13,8)	(30,2)
Cessions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie cédée	1,6	138,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(71,2)	(67,2)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,0	2,2
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(6,7)	(9,0)
Cessions d'actifs financiers non courants	3,0	10,7
Variation des prêts et avances consentis	(0,3)	(0,6)
Dividendes reçus	0,1	0,5
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(85,3)	44,6
Augmentation de capital social	8,4	12,2
Acquisition / Cession d'actions propres	0,5	(192,5)
Dividendes versés	(427,7)	(25,5)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	1,0	210,2
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(3,4)	(503,6)
Remboursement des dettes et transactions envers les actionnaires	(40,3)	(6,8)
Remboursement des dettes et intérêts de location	(68,4)	(68,3)
Intérêts payés	(14,4)	(28,9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(544,3)	(603,2)
Incidence des écarts de change	4,6	(39,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie classés en actifs destinés à être cédés	(42,1)	-
Variation de la trésorerie nette	(425,8)	(336,2)
Trésorerie nette au début de la période	1 362,0	1 200,6
Trésorerie nette à la fin de la période	936,2	864,4
<i>dont trésorerie et équivalent de trésorerie</i>	<i>942,1</i>	<i>867,5</i>
<i>dont concours bancaires courants</i>	<i>(5,9)</i>	<i>(3,1)</i>

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le flux net de trésorerie généré par l'activité (*cash-flow* opérationnel) du premier semestre 2026 s'est élevé à 241,3 millions, à comparer à 261,9 millions d'euros au premier semestre 2025. Cette légère baisse résulte d'une détérioration de la variation du besoin en fonds de roulement (BFR) qui s'est traduite par une sortie de trésorerie de 224,8 millions d'euros, contre 193,7 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) s'élève à 403,1 millions d'euros au 30 juin 2026, contre 439,0 millions d'euros au 30 juin 2025. En pourcentage du chiffre d'affaires, le BFR est resté stable par rapport au premier semestre 2025 à un niveau bas de 6,8 %^h. Cette performance témoigne de l'attention constante portée par l'ensemble de l'organisation aux indicateurs de trésorerie.

Évolution du flux net de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2025	261,9
Variation organique	7,5
Flux net de trésorerie généré par l'activité organique	269,4
Effet périmètre	(17,4)
Flux net de trésorerie généré par l'activité à taux constant	252,0
Effet de change	(10,7)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2026	241,3

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

L'inspection et la certification sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements en équipements. Ces dernières concernent les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières (« Services aux gouvernements » faisant partie de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières), nécessitant des équipements scanners et des systèmes d'information.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des cessions (*Capex nets*), est de 69,2 millions d'euros au premier semestre 2026, en hausse de 6,5 %, à comparer aux 65,0 millions d'euros du premier semestre 2025. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation des investissements dans les activités de laboratoire, telles que Métaux & Minéraux et Biens de Consommation. Le ratio des dépenses nettes d'investissement rapportées au chiffre d'affaires du Groupe atteint 2,1 %, un niveau stable par rapport au premier semestre 2025.

Intérêts payés

Les intérêts payés s'établissent à 14,4 millions d'euros au premier semestre 2026 à comparer à 28,9 millions d'euros au premier semestre 2025.

Cette baisse s'explique principalement par :

- › Le décalage temporel du paiement d'intérêts relatifs à la dette externe ;
- › Des montants supérieurs perçus au titre des produits de trésorerie.

^h Chiffre d'affaires ajusté des activités dont la sortie est engagée

Flux de trésorerie disponible

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du flux de trésorerie disponible au premier semestre 2026 et au premier semestre 2025 :

(en millions d'euros)

	S1 2026	S1 2025
Flux net de trésorerie généré par l'activité	241,3	261,9
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(69,2)	(65,0)
Intérêts payés	(14,4)	(28,9)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	157,7	168,0

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 157,7 millions d'euros, en baisse de 6,1 % sur un an, en comparaison avec les 168,0 millions d'euros du premier semestre 2025. Cette diminution s'explique notamment par les effets fiscaux non récurrents des processus de cessions d'activité et des effets de change. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a progressé de 3,2% sur un an.

Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2025	168,0
Variation organique	5,3
Flux de trésorerie disponible organique	173,3
Effet périmètre	(7,1)
Flux de trésorerie disponible à taux constant	166,2
Effet de change	(8,5)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2026	157,7

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

Acquisitions et cessions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2026.

(en millions d'euros)

	S1 2026	S1 2025
Prix des activités acquises	(9,9)	(24,3)
Trésorerie des sociétés acquises	1,4	3,7
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	0,9	4,4
Décassements sur acquisitions antérieures	(3,5)	(9,6)
Impact des activités acquises sur la trésorerie	(11,1)	(25,8)
Frais d'acquisition	(2,7)	(4,4)
ACQUISITION DE FILIALES	(13,8)	(30,2)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

En février 2026, la Société a annoncé un nouveau programme de rachats d'actions de 200 millions d'euros à réaliser lors des 12 mois suivants, (hors contrat de liquidité). Au 30 juin 2026, ce programme de rachat d'actions n'a pas été exécuté.

En outre, les augmentations de capital consécutives à des levées de *stock-options* ont généré une entrée de trésorerie de 8,4 millions d'euros.

Dividendes

Au premier semestre 2026, le poste « Dividendes versés » s'élève à 427,7 millions d'euros (25,5 millions d'euros au premier semestre 2025).

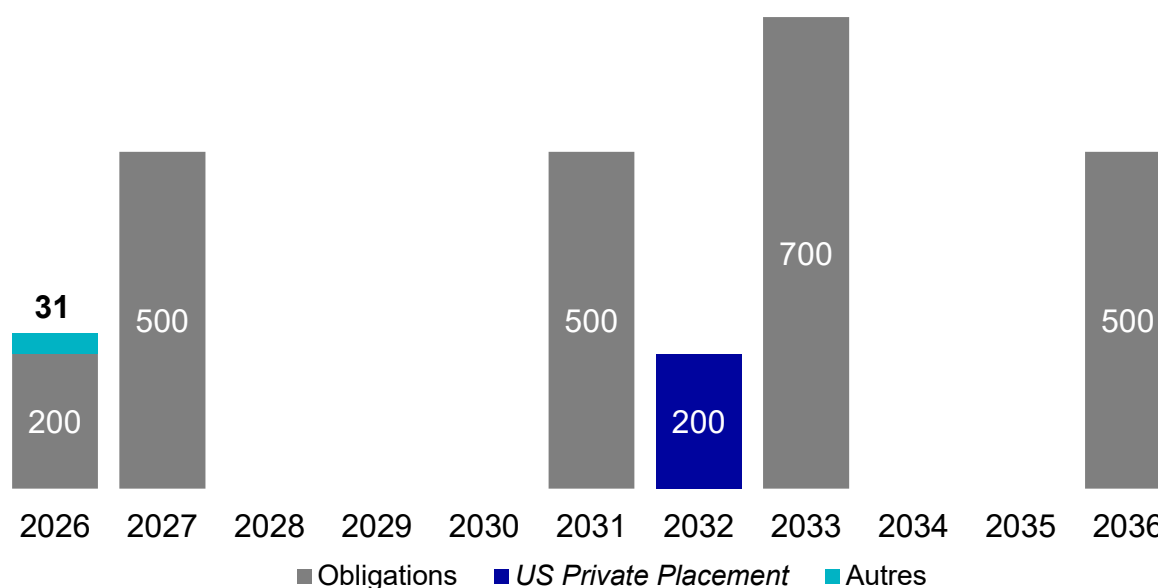
Tel que décrit dans la section 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2026, les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,92 euro par action (soit 408,6 millions d'euros) au titre de l'exercice 2025, avec une mise en paiement en numéraire le 28 mai 2026.

Dettes financières

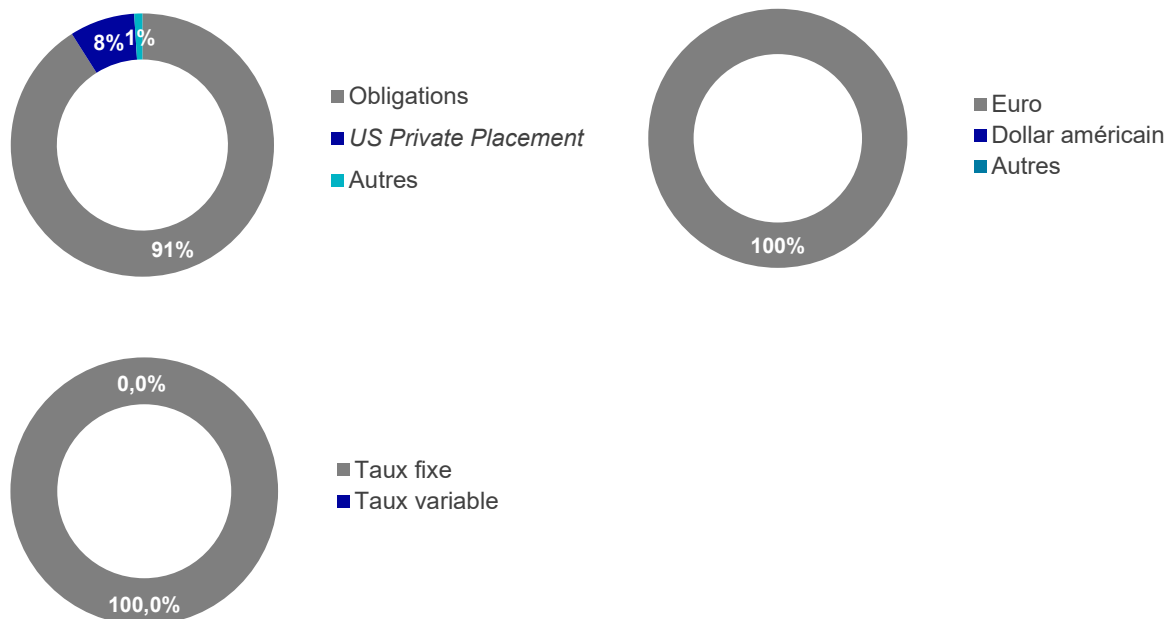
Le montant de la dette financière brute au bilan est globalement stable par rapport au 31 décembre 2025.

1.6.2 FINANCEMENT

Profil de maturité de la dette au 30 juin 2026



Répartition de la dette au 30 juin 2026



Sources de financement du Groupe

Principales sources de financement

Au 30 juin 2026, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 631,0 millions d'euros et se compose de :

- › Financements non bancaires :
 - › le *US Private Placement* 2022 (200,0 millions d'euros) ;
 - › les émissions obligataires de 2016, 2019, 2024 et 2025 (2 400,0 millions d'euros) ;
- › Financements bancaires :
 - › le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2024 »), non tiré ;
 - › les autres emprunts bancaires (2,4 millions d'euros) ;
 - › les concours bancaires (5,9 millions d'euros).
- › Frais d'emprunts et d'intérêts courus (22,7 millions d'euros).

L'évolution de la dette financière brute du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)

	30 juin 2026	31 décembre 2025
Dette financière non courante	1 890,7	2 389,9
Dette financière courante hors concours bancaires	734,4	225,8
Concours bancaires	5,9	4,1
DETTE FINANCIERE BRUTE	2 631,0	2 619,8

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la dette financière nette du Groupe :

(en millions d'euros)

	30 juin 2026	31 décembre 2025
DETTE FINANCIERE BRUTE	2 631,0	2 619,8
Equivalents de trésorerie	(402,0)	(508,2)
Trésorerie	(540,1)	(857,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(942,1)	(1 366,1)
DETTE FINANCIERE NETTE	1 688,9	1 253,7
Instruments de couverture de devises	(0,3)	(0,4)
DETTE FINANCIERE NETTE AJUSTEE	1 688,6	1 253,3

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que présentée ci-dessus) s'élève à 1 688,6 millions d'euros au 30 juin 2026, à comparer à 1 253,3 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Ratios bancaires

Des ratios d'endettement seraient applicables contractuellement sur le programme US Private Placement, en cas de dégradation de la notation financière du Groupe (notation Moody's A3, perspective stable au 30 juin 2026).

Les autres financements ne sont pas soumis au respect de ratios définis contractuellement.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2022

Le Groupe a mis en place en septembre 2022 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2022 ») d'un montant total de 200 millions d'euros auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2032	200,0	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2026, la ligne de financement de 200 millions d'euros est tirée à 100 %.

Émissions obligataires

Le Groupe a réalisé des émissions obligataires en 2016, 2019, 2024 et 2025 pour un total de 2 400 millions d'euros. Les caractéristiques sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2026	200,0	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %
Janvier 2027	500,0	EUR	<i>In fine</i>	1,125 %
Novembre 2031	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3,125 %
Octobre 2033	700,0	EUR	<i>In fine</i>	3,375 %
Mai 2036	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3,500 %

Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)

Le Groupe dispose d'un programme de NEU CP auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des NEU CP sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 600 millions d'euros.

Au 30 juin 2026, le programme NEU CP n'est pas utilisé.

Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)

Le Groupe dispose d'un programme de *NEU MTN* auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés d'une durée de 1 à 3 ans. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2026, le programme *NEU MTN* n'est pas utilisé.

Crédit Syndiqué 2024

Le Groupe dispose d'une ligne de Crédit Syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été refinancée en juin 2024 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année. Les deux options d'extension ont été exercées et approuvées par l'ensemble des prêteurs. La date d'échéance du crédit syndiqué s'établit désormais à juin 2031.

Ce crédit syndiqué *revolving* intègre des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (« ESG ») à horizon 2030. Les trois critères extra-financiers sélectionnés pour être intégrés au calcul du coût du financement du Crédit Syndiqué sont les suivants :

- › Taux total d'accidents (TAR) : nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées ;
- › Taux de féminisation à des postes de direction : proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction) ;
- › Émissions de CO₂ (en tonnes par an) : émissions de gaz à effet de serre, tonnes de CO₂ équivalent pour les émissions nettes correspondant aux scopes 1 et 2 et s'agissant du scope 3 uniquement pour l'année 2030, sur une période de 12 mois consécutifs.

Ces indicateurs sont en ligne avec les indicateurs publiés par le Groupe. Les deux premiers indicateurs incluent une clause de rendez-vous pour les années 2029 et 2030 si le Groupe publie de nouvelles cibles.

Au 30 juin 2026, le Crédit Syndiqué 2024 n'est pas tiré.

1.7 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document d'enregistrement universel 2025 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2026 sous le numéro D.26-0167 (chapitre 4 – Facteurs et gestion des risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels résumés à la Note 19 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 du présent Rapport financier semestriel.

À l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font le cas échéant l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges. Les provisions pour litiges et autres procédures comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 14 – Provisions pour risques et charges ainsi que dans la Note 15 – Autres procédures et décisions du Groupe figurant à la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Positions fiscales incertaines

Bureau Veritas SA et certaines filiales du Groupe font l'objet de vérification de comptabilité ou ont reçu des propositions de rectification qui ont engendré des discussions avec les autorités locales compétentes au stade contentieux ou précontentieux.

À ce stade d'avancement des dossiers en cours et sur la base des informations connues à ce jour, le Groupe considère que ces risques, contrôles ou redressements ont donné lieu au montant approprié des positions fiscales incertaines constatées dans les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Les provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 14 – Provisions pour risques et charges, figurant à la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel, en ce qui concerne les litiges fiscaux relatifs aux impôts qui ne relèvent pas d'IAS 12.

1.8 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2026, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 20 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2025.

1.9 PERSPECTIVES

Perspectives 2026 relevées après prise en compte des sorties d'activités engagées

Bureau Veritas poursuit activement la rotation de son portefeuille et l'exécution de sa stratégie LEAP | 28. Fort de la solidité de sa performance au premier semestre, d'un *pipeline* robuste et de la poursuite du recentrage de son portefeuille, incluant la sortie programmée des activités d'essais et d'inspection de Produits Pétroliers & Pétrochimiques et Charbon ainsi que des « Services aux Gouvernements », le Groupe renforce son profil de croissance et relève ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice 2026 comme suit :

- › Une croissance organique modérée à élevée à un chiffre de son chiffre d'affaires (contre une croissance organique modérée à un chiffre du chiffre d'affaires précédemment),
- › Une marge opérationnelle ajustée en amélioration à taux de change constant (inchangé),
- › Des flux de trésorerie à un niveau élevé (inchangé).

Le Groupe est pleinement engagé à réaliser les ambitions financières de son plan LEAP | 28, bénéficiant de tendances de marché favorables sur certains segments et d'une dynamique soutenue d'exécution des programmes stratégiques de portefeuille et de performance.

1.10 ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE

LotusWorks

Le Groupe a annoncé en avril 2026 la signature d'un accord pour acquérir LotusWorks, un leader mondial dans la mise en service d'actifs critiques (« *mission-critical* ») ainsi que dans l'assurance et le contrôle qualité. L'acquisition de LotusWorks a été finalisée le 27 juillet 2026.

Évolution du reporting du groupe

La mise en œuvre du plan LEAP | 28 redéfinit le portefeuille d'activités de Bureau Veritas, accélère son expansion sur les marchés à forte croissance et transforme le *mix* de ses activités. Cela a entraîné une évolution de l'organisation du Groupe, et sa structure de *reporting* s'adapte en conséquence. Afin de mieux refléter cette transformation et de fournir au marché une vision plus claire de ses activités, Bureau Veritas passe de six lignes de *reporting* à quatre, alignant ainsi son *reporting* externe sur son organisation actuelle.

Le *reporting* s'articulera désormais autour des lignes suivantes :

- › Activités Industrielles et Matières Premières ;
- › Bâtiment & Infrastructures ;
- › Business Assurance ;
- › Tests et Services Produits.

Ce changement entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet et sera reflété dans la publication du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2026.

Nouveau reporting S1 2026 (illustratif)

	Chiffre d'affaires	Croissance organique	Résultat opérationnel ajusté	Marge opérationnelle ajustée
	en million d'euros	en %	en million d'euros	en %
Activités Industrielles et Matières Premières	1 103,5	3,8 %	166,4	15,1 %
Bâtiment & Infrastructures	1 026,1	8,7 %	136,9	13,3 %
<i>Business Assurance</i>	285,7	1,9 %	43,9	15,4 %
Tests et Services Produits	522,4	5,6 %	111,0	21,3 %
Sous-total	2 937,7	5,6 %	458,2	15,6 %
Activités dont la sortie est engagée	320,7	0,0 %	48,3	15,1 %
Total Groupe	3 258,4	5,0 %	506,5	15,5 %

1.11 DÉFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

Le processus de gestion de Bureau Veritas repose sur les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-après. Ceux-ci ont été déterminés dans le cadre de la planification budgétaire et du *reporting* du Groupe, en interne et en externe. Bureau Veritas estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre de façon adéquate la performance du Groupe, notamment sur le plan opérationnel. En outre, certains de ces indicateurs font référence dans l'industrie du « TIC » (Test, Inspection, Certification) et sont ceux principalement utilisés et suivis par la communauté financière. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

1.11.1 CROISSANCE

Croissance totale du chiffre d'affaires

Le pourcentage de croissance totale du chiffre d'affaires est un ratio qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe tel qu'il existe à la fin de l'exercice N par rapport à l'exercice N-1. La croissance totale du chiffre d'affaires se décompose en trois éléments :

- › la croissance organique ;
- › l'impact périmètre ;
- › l'effet de change.

Ces différentes composantes sont présentées dans la section 1.5.1 – Chiffre d'affaires du présent Rapport financier semestriel. Enfin, l'évolution du chiffre d'affaires, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figure dans la section 1.5.8 – Résultats par activité du présent document.

Croissance organique

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » de son chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle pour chacun de ses secteurs d'activité.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est une croissance comparable. En effet, celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie du portefeuille d'activités. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, à périmètre et taux de change constant sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : effet de variation de périmètre retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constant : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Impact périmètre

Afin d'établir une comparaison à données comparables, l'impact des changements dans le périmètre de consolidation est déterminé :

- › pour les acquisitions de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises durant l'exercice N ;
- › pour les acquisitions de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises pendant les mois durant lesquels les activités acquises n'étaient pas consolidées en N-1 ;
- › pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 pendant les mois où les activités ne faisaient pas partie du Groupe durant l'exercice N ;
- › pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 avant la cession.

Effet de change

L'effet de change est calculé en convertissant le chiffre d'affaires de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

1.11.2 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ ET MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE

Les deux indicateurs mentionnés ci-après correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance sous-jacente et intrinsèque du Groupe. En outre, Bureau Veritas estime que ces indicateurs, présentés au niveau du Groupe et pour chaque activité, sont plus représentatifs de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Les évolutions du résultat opérationnel ajusté et de la marge opérationnelle ajustée, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figurent dans la section 1.5.8 – Résultats par activité du présent Rapport financier semestriel.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustements suivants :

- › les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- › les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- › les charges de restructuration ;
- › les résultats de cession d'activités comprenant notamment :
 - les honoraires et charges d'acquisition d'activités, y compris lorsqu'applicables, les coûts externes relatifs à leur intégration au sein du Groupe ;
 - les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
 - les résultats de cession d'activités.
- › d'autres éléments non récurrents, non directement liés aux activités opérationnelles, pouvant par exemple inclure certaines dépréciations et mises au rebut d'actifs.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *prorata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Le résultat opérationnel ajusté organique représente le résultat opérationnel ajusté à périmètre et taux de change constant sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constant : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Les effets périmètre et de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.11.1 – Croissance) pour chacune des composantes du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté.

La définition du résultat opérationnel ajusté ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateur financier non défini par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 du présent Rapport financier semestriel.

Marge opérationnelle ajustée

La marge opérationnelle ajustée, présentée en pourcentage, correspond au résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ajustée peut être exprimée sur une base organique ou à taux de change constant, permettant dans ce dernier cas d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe.

1.11.3 TAUX EFFECTIF D'IMPÔT AJUSTÉ

Le taux effectif d'impôt (TEI) représente la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt.

Le taux effectif d'impôt ajusté (TEI ajusté) représente la charge d'impôt ajustée de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement divisée par le résultat avant impôt avant prise en compte des éléments d'ajustement tels que définis dans la section 1.5.3 – Résultat opérationnel ajusté du présent Rapport financier semestriel.

1.11.4 RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Résultat net ajusté part du Groupe

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement et de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. Le résultat net ajusté part du Groupe exclut la part des intérêts minoritaires sur les éléments d'ajustements et ne concerne que les activités poursuivies.

Le résultat net ajusté part du Groupe peut être exprimé à taux de change constant, permettant ainsi d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe. L'effet de change est calculé sur la base de la conversion des différents éléments du compte de résultat de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

Les éléments d'ajustements figurent dans la section 1.5.3 – Résultat opérationnel ajusté du présent Rapport financier semestriel.

Résultat net ajusté part du Groupe par action

Le résultat net ajusté part du Groupe par action, ou bénéfice net ajusté par action (BPA ajusté), correspond au résultat net ajusté part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe.

1.11.5 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

Le flux de trésorerie disponible correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité (ou *cash flow* opérationnel) retraité des éléments suivants :

- › acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- › cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- › intérêts payés.

Il est à noter que le flux net de trésorerie généré par l'activité est présenté après impôts payés.

Le flux de trésorerie disponible organique représente flux de trésorerie disponible à périmètre et taux de change constant sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : retraité des effets de variation de périmètre sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constant : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Les effets périmètre et de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires pour chacune des composantes du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible.

Les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible figurent dans la section 1.6.1 – Flux de trésorerie du présent Rapport financier semestriel.

1.11.6 ENDETTEMENT FINANCIER

Endettement brut

L'endettement brut (ou dette financière brute) correspond aux emprunts et dettes (obligataires, auprès d'établissements de crédits, etc...) auxquels s'ajoutent les concours bancaires.

Endettement net

L'endettement net (ou dette financière nette) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement brut diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée des valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que des disponibilités.

Endettement net ajusté

L'endettement net ajusté (ou dette financière nette ajustée) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement net tenant compte des instruments de couverture de devises et de taux d'intérêt.

Les définitions de l'endettement financier ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 12 – Dette financière annexée aux états financiers consolidés, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 du présent Rapport financier semestriel.

1.11.7 EBITDA

L'EBITDA correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements et provisions ajusté entre autres de l'impact des 12 derniers mois d'acquisition tels que définis dans la documentation bancaire.

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2026

2.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	S1 2026	S1 2025
Chiffre d'affaires	5	3 258,4	3 192,5
Frais de mission refacturés aux clients		102,8	101,9
Chiffre d'affaires et frais de mission refacturés aux clients		3 361,2	3 294,4
Achats et charges externes	6	(1 005,8)	(987,0)
Frais de personnel		(1 721,1)	(1 711,7)
Impôts et taxes		(21,0)	(25,4)
(Dotations) / reprises de provisions		(42,1)	(13,2)
Dotations aux amortissements		(139,4)	(134,7)
Autres produits et charges d'exploitation	6	(1,0)	90,7
Résultat opérationnel	4	430,8	513,1
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(0,7)	(0,4)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		430,1	512,7
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		12,1	10,8
Coût de l'endettement financier brut		(52,4)	(40,8)
Coût de l'endettement financier net		(40,3)	(30,0)
Autres produits et charges financiers		(15,2)	(26,0)
Résultat financier		(55,5)	(56,0)
Résultat avant impôts		374,6	456,7
Charge d'impôt	7	(122,6)	(119,0)
Résultat net		252,0	337,7
Résultat net revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		14,1	15,4
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		237,9	322,3
Résultat par action <i>(en euros)</i>			
Résultat net	17	0,54	0,72
Résultat net dilué	17	0,53	0,71

État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Résultat net	252,0	337,7
<u>Autres éléments du résultat global</u>		
<i>Éléments recyclables en résultat</i>		
Écarts de conversion ⁽¹⁾	98,0	(294,6)
Total des éléments recyclables en résultat	98,0	(294,6)
<i>Éléments non recyclables en résultat</i>		
Gains / (pertes) actuariels ⁽²⁾	0,6	2,5
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	(0,1)	(0,6)
Total des éléments non recyclables en résultat	0,5	1,9
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	98,5	(292,7)
RÉSULTAT GLOBAL	350,5	45,0
<i>revenant:</i>		
aux actionnaires de la Société	334,9	43,5
aux participations ne donnant pas le contrôle	15,6	1,5

⁽¹⁾ Écarts de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères, dont 1,5 million d'euros au titre des participations ne donnant pas le contrôle.

Les principales devises qui concourent à la variation de la période sont du dollar américain et des devises corrélées pour 40,1 millions d'euros, du réal brésilien pour 12,9 millions d'euros, du dollar singapourien pour 12,8 millions d'euros et du yuan chinois pour 12,2 millions d'euros.

Ce poste inclut également les effets liés à la réévaluation des éléments non monétaires au titre de l'application de la norme IAS 29 pour un montant de 6,0 millions d'euros.

⁽²⁾ Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

État de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	Notes	Juin 2026	Décembre 2025
Écarts d'acquisition	8	2 179,0	2 273,7
Immobilisations incorporelles		321,3	393,4
Immobilisations corporelles		349,9	379,5
Droits d'utilisation		388,1	434,4
Actifs financiers non courants		84,2	82,5
Impôts différés actifs		139,2	136,9
Total actif non courant		3 461,7	3 700,4
Clients et autres débiteurs	16	1 672,4	1 617,0
Actifs sur contrats	16	316,2	261,9
Impôt sur le résultat - actif		90,7	56,3
Instruments financiers dérivés		10,4	3,2
Autres actifs financiers courants		3,9	9,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		942,1	1 366,1
Total actif courant		3 035,7	3 314,3
Actifs destinés à être cédés	20	495,5	48,7
TOTAL ACTIF		6 992,9	7 063,4
Capital		54,5	54,5
Réserves et résultat consolidés		1 603,5	1 656,5
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la Société		1 658,0	1 711,0
Participations ne donnant pas le contrôle		46,0	42,2
Total capitaux propres		1 704,0	1 753,2
Dettes financières non courantes	12	1 890,7	2 389,9
Dettes de location non courantes		289,4	347,6
Autres passifs financiers non courants		24,5	43,1
Impôts différés passifs		68,8	84,5
Avantages au personnel à long terme		140,0	144,3
Provisions pour risques et charges	14	130,1	96,8
Total passif non courant		2 543,5	3 106,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	16	1 302,3	1 394,4
Passifs sur contrats	16	283,2	247,7
Impôt sur le résultat exigible		101,0	96,9
Dettes financières courantes	12	740,3	229,9
Dettes de location courantes		121,7	118,0
Instruments financiers dérivés		10,1	2,8
Autres passifs financiers courants		39,1	73,7
Total passif courant		2 597,7	2 163,4
Passifs destinés à être cédés	20	147,7	40,6
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		6 992,9	7 063,4

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
<i>(en millions d'euros)</i>							
Au 31 Décembre 2024	54,5	212,7	(390,0)	2 158,6	2 035,8	1 971,7	64,1
Augmentations de capital	0,1	12,2	-	-	12,3	12,3	-
Réductions de capital	(0,1)	(17,0)	-	-	(17,1)	(17,1)	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	10,0	10,0	10,0	-
Dividendes distribués	-	-	-	(411,9)	(411,9)	(399,2)	(12,7)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(175,5)	(175,5)	(175,5)	-
Autres mouvements ⁽¹⁾	-	-	-	(21,0)	(21,0)	(3,8)	(17,2)
Total des opérations avec les actionnaires	-	(4,8)	-	(598,4)	(603,2)	(573,3)	(29,9)
Résultat net	-	-	-	337,7	337,7	322,3	15,4
Autres éléments du résultat global	-	-	(294,6)	1,9	(292,7)	(278,8)	(13,9)
Résultat global	-	-	(294,6)	339,6	45,0	43,5	1,5
Au 30 Juin 2025	54,5	207,9	(684,6)	1 899,8	1 477,6	1 441,9	35,7
Au 31 Décembre 2025	54,5	206,9	(676,3)	2 168,1	1 753,2	1 711,0	42,2
Augmentations de capital	0,1	8,6	-	-	8,7	8,7	-
Réductions de capital	(0,1)	(11,1)	-	-	(11,2)	(11,2)	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	9,4	9,4	9,4	-
Dividendes distribués	-	-	-	(417,2)	(417,2)	(408,6)	(8,6)
Transactions sur actions propres	-	-	-	11,7	11,7	11,7	-
Autres mouvements ⁽¹⁾	-	-	-	(1,1)	(1,1)	2,1	(3,2)
Total des opérations avec les actionnaires	-	(2,5)	-	(397,2)	(399,7)	(387,9)	(11,8)
Résultat net	-	-	-	252,0	252,0	237,9	14,1
Autres éléments du résultat global	-	-	98,0	0,5	98,5	97,0	1,5
Résultat global	-	-	98,0	252,5	350,5	334,9	15,6
Au 30 Juin 2026	54,5	204,4	(578,3)	2 023,4	1 704,0	1 658,0	46,0

⁽¹⁾ Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement de :

- › la variation de la juste valeur des puts sur minoritaires ;
- › transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2026	S1 2025
Résultat avant impôts		374,6	456,7
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		39,9	(110,4)
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		55,1	106,7
Amortissements et dépréciations		139,4	134,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16	(224,8)	(193,7)
Impôts payés		(142,9)	(132,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		241,3	261,9
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	9	(13,8)	(30,2)
Cessions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie cédée	9	1,6	138,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(71,2)	(67,2)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,0	2,2
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(6,7)	(9,0)
Cessions d'actifs financiers non courants		3,0	10,7
Variation des prêts et avances consentis		(0,3)	(0,6)
Dividendes reçus		0,1	0,5
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(85,3)	44,6
Augmentation de capital social		8,4	12,2
Acquisition / Cession d'actions propres		0,5	(192,5)
Dividendes versés		(427,7)	(25,5)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		1,0	210,2
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(3,4)	(503,6)
Remboursement des dettes et transactions avec les actionnaires		(40,3)	(6,8)
Remboursement des dettes et intérêts de location		(68,4)	(68,3)
Intérêts payés		(14,4)	(28,9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(544,3)	(603,2)
Incidence des écarts de change		4,6	(39,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie classés en actifs destinés à être cédés	20	(42,1)	-
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(425,8)	(336,2)
Trésorerie nette au début de la période		1 362,0	1 200,6
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PERIODE		936,2	864,4
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>		942,1	867,5
<i>dont concours bancaires courants</i>	12	(5,9)	(3,1)

2.2. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

NOTE 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bureau Veritas SA (la « **Société** ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « **Bureau Veritas** » ou le « **Groupe** »).

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité. Bureau Veritas SA est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration soumise aux dispositions du Livre II du Code de commerce applicables aux sociétés commerciales ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés commerciales et à ses statuts. Son siège social est situé Tour Alto, 4 Place des Saisons, 92400 Courbevoie, France. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro d'identification 775 690 621 RCS Nanterre. Le Code APE de la Société qui identifie le type d'activité de l'entreprise est le 7120B. Il correspond à l'activité analyses, essais et inspections techniques. Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de la Société est 969500TPU5T3HA5D1F11.

La Société a été constituée par acte des 2 et 9 avril 1868 reçu par Maître Delaunay, notaire à Paris. La durée de la Société expirera, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément à la loi et aux statuts, le 31 décembre 2080.

Son exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Le site internet de la Société est accessible à l'adresse suivante : <https://group.bureauveritas.com/fr>.

La Société consolidante ultime de Bureau Veritas est Wendel-Participations SE.

Au 30 juin 2026, Wendel détient 21,4% du capital de Bureau Veritas et 33,5% des droits de vote théoriquesⁱ.

Ces états financiers consolidés semestriels résumés ont été arrêtés le 28 juillet 2026 par le Conseil d'administration.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2026

Acquisitions

En ligne avec les orientations de la stratégie LEAP | 28 concernant la gestion active du portefeuille, Bureau Veritas a réalisé les acquisitions suivantes au premier semestre 2026 :

- › Renforcer les positions de *leader* du Groupe :
 - *Sustainable Construction Services* et Verte (Royaume-Uni), en janvier et février 2026, deux prestataires de services de conseil en développement durable dans le secteur immobilier, spécialisés dans la certification des bâtiments écologiques, les évaluations de performance énergétique, la neutralité carbone et la modélisation énergétique.
 - ADS COM (France), en janvier 2026, qui opère dans le secteur public et fournit des services d'examen et de vérification des dossiers de demande de permis de construire pour le compte des collectivités locales (délégation de service public).

ⁱHors actions assimilées dans le cadre de l'opération de *call spread* réalisée par Wendel en 2025.

› Créer de nouveaux bastions :

- Dans les tests technologiques pour le grand public, le Groupe a fait l'acquisition de IPS Corporation en juin 2026. Cette société basée au Japon fournit des services d'essais de compatibilité électromagnétique (CEM) et de sécurité des produits ainsi que des services de calibration pour des dispositifs médicaux, des équipements informatiques et radio, ainsi que des produits électriques et électroniques.

Les acquisitions de la période sont détaillées dans la Note 9 – Acquisitions et cessions.

Cessions d'activité

En janvier 2026, le Groupe a cédé son activité non stratégique de supervision technique sur des projets de construction en Chine.

Les cessions de la période sont détaillées dans la Note 9 – Acquisitions et cessions.

Dividende

À l'occasion de l'Assemblée Générale Mixte de Bureau Veritas, les actionnaires ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,92 euro par action au titre de l'exercice 2025. La mise en paiement en numéraire a eu lieu le 28 mai 2026.

NOTE 3 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2026 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Nouvelles normes et interprétations applicables

Les textes applicables par le Groupe et entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2026 sont les suivants :

- › amendements IFRS 7 et IFRS 9, Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

Le Groupe a choisi de ne pas décomptabiliser les passifs financiers avant la date de règlement pour tous les systèmes de paiement. Ce texte n'a pas d'incidence significative au 30 juin 2026.

- › amendements IFRS 7 et IFRS 9, Contrats référençant de l'électricité dépendant de facteurs naturels.

Ce texte n'a pas d'incidence significative au 30 juin 2026.

Évolution future du référentiel comptable

Au 30 juin 2026, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

Publiée par l'IASB en avril 2024 et approuvée par l'Union Européenne le 13 février 2026, la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera IAS 1 « Présentation des états financiers » pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027.

Cette nouvelle norme introduit de nouvelles exigences en matière de présentation du compte de résultat, notamment à travers une structuration autour de trois catégories principales — opérationnelle, investissement et financement — ainsi que de nouvelles obligations relatives aux mesures de performance définies par la direction (Management-defined Performance Measures ou « MPM ») et aux principes d'agrégation et de désagrégation de l'information financière.

L'évaluation des incidences d'IFRS 18 est en cours et pourra évoluer jusqu'à la date de première application de la norme, en fonction notamment des éventuelles décisions ou clarifications qui pourraient être publiées par l'IFRS Interpretations Committee.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans les notes annexes.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base des conditions qui subsistent à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

La charge d'impôt est calculée pour les états financiers consolidés semestriels résumés en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours, à l'exception de l'impôt induit par un événement particulier qui est constaté sur la même période que l'événement lui-même.

Les principaux jugements et hypothèses ainsi que les autres méthodes d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont identiques à ceux utilisés pour préparer les états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

NOTE 4 INDICATEUR FINANCIER NON DÉFINI PAR LES NORMES IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. En particulier, le résultat opérationnel « ajusté » représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des éléments d'ajustement suivants :

- › les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- › les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- › les charges de restructuration ;
- › les résultats de cession de filiales et d'activités et d'autres charges et produits relatifs aux acquisitions comprenant notamment :
 - les honoraires et charges d'acquisition d'activités, y compris lorsqu'applicables, les coûts externes relatifs à leur intégration au sein du Groupe ;
 - les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
 - les résultats de cession d'activités.
- › d'autres éléments non récurrents, non directement liés aux activités opérationnelles, pouvant par exemple inclure certaines dépréciations et mises au rebut d'actifs.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *prorata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Comme le chiffre d'affaires, il s'agit d'un indicateur majeur suivi de manière interne, considéré par la Direction du Groupe comme représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2026	S1 2025
Résultat opérationnel	430,8	513,1
Amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions	23,4	26,1
Charges de restructuration	9,6	11,1
Résultats de cession de filiales et d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	9,8	(64,9)
Autres éléments non récurrents	32,9	6,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	506,5	491,5

Le poste « Autres éléments non récurrents » intègre un montant de 32,0 millions d'euros au titre de l'estimation des conséquences financières telles qu'évoquées en note 15 – Autres procédures et décision du Groupe.

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

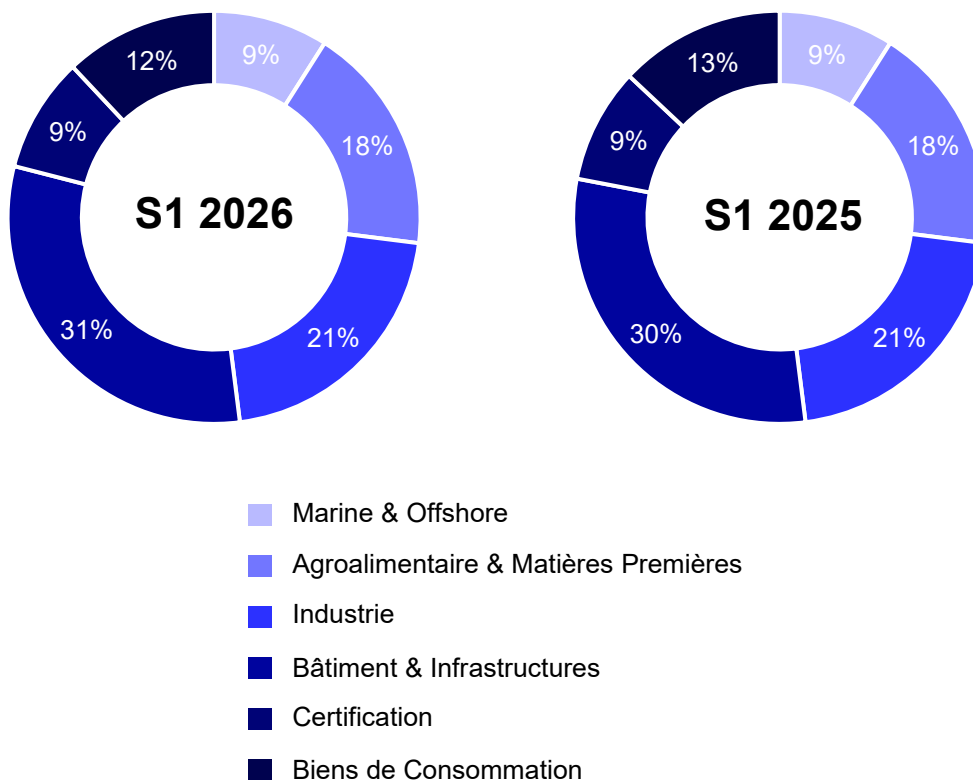
Les types de services générant le chiffre d'affaires des différentes activités sont définis dans la Note 7 – Information sectorielle de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2025.

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel ajusté est présentée telle qu'elle est suivie par le management du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	Chiffre d'affaires ⁽¹⁾		Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	
	S1 2026	S1 2025	S1 2026	S1 2025
Marine & Offshore	293,6	278,0	77,2	65,7
Agroalimentaire & Matières Premières	578,1	590,9	77,0	84,7
Industrie	675,1	679,1	82,3	89,5
Bâtiment & Infrastructures	1 026,1	960,8	136,9	115,5
Certification	285,7	283,6	43,9	50,7
Biens de consommation	399,8	400,1	89,2	85,4
TOTAL	3 258,4	3 192,5	506,5	491,5

⁽¹⁾ Les chiffres par activité du premier semestre 2025 ont été retraités suite à un reclassement affectant les divisions Agroalimentaire & Matières premières, Industrie, Bâtiment & Infrastructures et Certification (environ 0,9 million d'euros de chiffre d'affaires et 0,8 million d'euros de résultat opérationnel ajusté).

La répartition relative du chiffre d'affaires par division au 30 juin est la suivante :

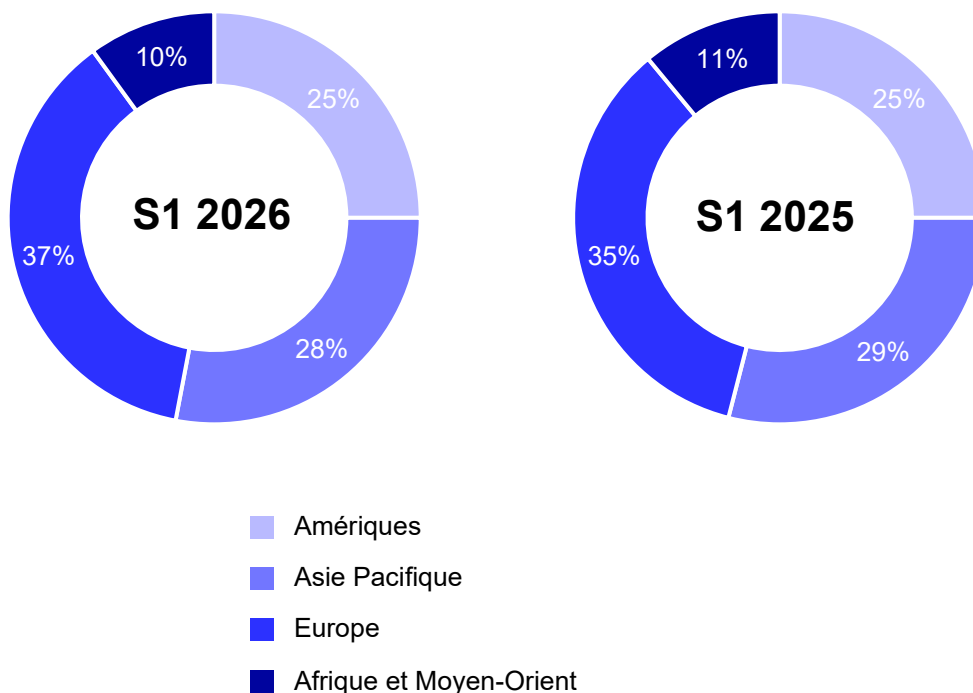


La répartition géographique du chiffre d'affaires présentée ci-dessous est fondée sur le lieu dans lequel l'entité juridique est implantée, compte tenu de l'organisation interne du Groupe et de la présence de contrats mondiaux qui peuvent être facturés par une filiale mais opérés par une ou plusieurs autres.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2026	S1 2025
Europe	1 213,5	1 123,3
Asie-Pacifique	922,8	926,2
Amériques	793,5	805,8
Afrique et Moyen-Orient	328,6	337,2
TOTAL	3 258,4	3 192,5

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2026 a principalement été généré en France (16 %), aux États-Unis (13 %) et en Chine (11 %) ; ces 3 pays conservent une contribution similaire à celle observée au 30 juin 2025.

La répartition relative du chiffre d'affaires par zone géographique au 30 juin est la suivante :



La répartition des actifs non courants⁽¹⁾ par zone géographique est la suivante :

(en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Europe	441,5	497,7
Asie-Pacifique	269,2	275,7
Amériques	310,8	381,4
Afrique et Moyen-Orient	37,9	52,5
TOTAL	1 059,4	1 207,3

⁽¹⁾ Hors actifs financiers non courants, impôts différés et écarts d'acquisition, ces derniers étant gérés par secteur d'activité et ne font pas l'objet d'une affectation par zone géographique.

Au 30 juin 2026, ces actifs non courants sont principalement situés en France (251,6 millions d'euros contre 244,6 millions d'euros au 31 décembre 2025) et aux États-Unis (98,7 millions d'euros contre 121,1 millions d'euros au 31 décembre 2025).

Durant le premier semestre 2026, la variation des actifs non courants aux États-Unis a notamment été impactée par la présentation des actifs destinés à être cédés des activités d'essais et d'inspection de produits pétroliers & pétrochimiques et charbon (cf. note 20 « Actifs et passifs destinés à être cédés »).

NOTE 6 ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Les principaux postes concourant à la formation des postes « Achats et charges externes » et « Autres produits et charges d'exploitation » inclus dans le résultat opérationnel se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2026	S1 2025
Achats de matières	(84,9)	(75,4)
Sous-traitance opérationnelle	(332,4)	(336,5)
Locations immobilières et mobilières	(35,5)	(36,8)
Transports et déplacements	(252,1)	(245,1)
Autres services extérieurs	(300,9)	(293,2)
Total achats et charges externes	(1 005,8)	(987,0)
Gains/(pertes) sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,6	(2,9)
Gains/(pertes) sur cessions d'activités	(0,9)	75,4
Autres produits et charges d'exploitation	(0,7)	18,2
Total autres produits et charges d'exploitation	(1,0)	90,7

Au cours du premier semestre 2025, le Groupe avait constaté des gains nets sur cessions d'activités pour un montant de 75,4 millions d'euros qui comprenait notamment un gain de 75,1 millions d'euros lié à la cession de l'activité de tests alimentaires en Asie, en Afrique, en Australie ainsi que dans certains pays d'Amérique latine.

NOTE 7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat consolidé du premier semestre 2026 s'élève à 122,6 millions d'euros, incluant la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises en France dont la part assise sur l'impôt 2025 est intégralement prise au premier semestre 2026, contre 119,0 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 32,7 % au premier semestre 2026 contre 26,1 % au premier semestre 2025.

La variation observée résulte principalement de la cession des activités de tests alimentaires qui a bénéficié en 2025 d'une taxation plus faible que le taux effectif standard du Groupe.

NOTE 8 ÉCARTS D'ACQUISITION

Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2026

(en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Valeur brute	2 408,6	2 451,6
Pertes de valeur	(134,9)	(138,6)
Écarts d'acquisition au 1er Janvier	2 273,7	2 313,0
Acquisitions de la période	5,5	82,0
Écart de conversion et autres mouvements	(100,2)	(121,3)
Écarts d'acquisition au 30 Juin	2 179,0	2 273,7
Valeur brute	2 318,6	2 408,6
Pertes de valeur	(139,6)	(134,9)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	2 179,0	2 273,7

Au 30 juin 2026, la ligne « Écart de conversion et autres mouvements » intègre notamment un reclassement de (174,8) millions d'euros d'écarts d'acquisition liés aux actifs destinés à être cédés des activités d'essais et d'inspection de produits pétroliers & pétrochimiques et charbon (cf. note 20 « Actifs et passifs destinés à être cédés »).

Dépréciation des écarts d'acquisition – Méthodologie et Résultats

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le cadre du processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés aux groupes d'UGT correspondant aux différents secteurs opérationnels du groupe.

Au 30 juin 2026, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

NOTE 9 ACQUISITIONS ET CESSIONS

Acquisitions de la période

Au cours du premier semestre 2026, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

ACQUISITIONS À 100 %

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Principal pays
Janvier	ADS COM	Bâtiment & Infrastructures	France
Janvier	Sustainable Construction Services	Bâtiment & Infrastructures	Royaume-Uni
Février	Verte	Bâtiment & Infrastructures	Royaume-Uni

ACQUISITIONS INFÉRIEURES À 100 %

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pourcentage acquis	Pays
Juin	IPS Corporation	Biens de consommation	92%	Japon

L'affectation du prix des acquisitions de la période aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables a été réalisée sur la base des informations et des évaluations provisoires disponibles au 30 juin 2026.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du premier semestre 2026 :

(en millions d'euros)	S1 2026		S1 2025	
Prix des activités acquises	9,9		24,3	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Total des actifs identifiables acquis et des passifs assumés	2,2	4,4	1,1	11,0
ÉCARTS D'ACQUISITION	5,5		13,3	

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies attendues de ces acquisitions.

Impact des acquisitions sur la trésorerie

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Prix des activités acquises	(9,9)	(24,3)
Trésorerie des sociétés acquises	1,4	3,7
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	0,9	4,4
Décassements nets sur acquisitions antérieures	(3,5)	(9,6)
IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE	(11,1)	(25,8)

Le montant de (13,8) millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie acquise » du tableau consolidé des flux de trésorerie au titre du premier semestre 2026 comprend (2,7) millions d'euros de frais d'acquisition.

Compléments et ajustements de prix

Le montant figurant au bilan au titre des compléments de prix d'acquisition et des ajustements de prix s'établit à 23,6 millions d'euros au 30 juin 2026 (contre 29,5 millions d'euros au 31 décembre 2025).

La variation de la juste valeur des compléments de prix a généré un produit de 1,5 million d'euros dans le compte de résultat du premier semestre 2026 (contre une charge de 0,8 million d'euros au premier semestre 2025).

Cessions

Le tableau ci-dessous présente les différents impacts sur le bilan et le compte de résultat des cessions réalisées au cours du premier semestre 2026 :

(en millions d'euros)	S1 2026	S1 2025
Prix de cession	7,9	154,9
Actifs et Passifs cédés		
Actifs non courants	(14,9)	(91,5)
Actifs courants	(30,1)	(31,9)
Trésorerie	(4,3)	(11,0)
Passifs courants et non courants	40,5	54,9
Valeur nette comptable des actifs cédés par le Groupe	(8,8)	(79,5)
Résultat de cession d'activités avant impôt	(0,9)	75,4
Effet d'impôt	(0,3)	(8,9)
RÉSULTAT DE CESSION D'ACTIVITÉS APRÈS IMPÔT	(1,2)	66,5

Les cessions du premier semestre 2026 concernent principalement la finalisation de la cession d'une activité non stratégique de supervision technique sur des projets de construction en Chine.

Les cessions de la période nette de la trésorerie cédée et après prise en compte des frais afférents à ces opérations ont un impact positif de 1,6 million d'euros sur la trésorerie du Groupe, présenté sur la ligne « Cessions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie cédée » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

NOTE 10 CAPITAL SOUSCRIT

Augmentation de capital

À la suite de l'exercice de 419 376 *stock-options*, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et 8,6 millions d'euros en prime d'émission.

Réductions de capital

Par décisions du Conseil d'Administration ayant statué le 19 mai 2026, la Société a procédé à une réduction de capital par l'annulation de 403 176 actions, équivalentes à un montant cumulé de (0,1) million d'euros en capital et (11,1) millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2026 est de 453 887 720 actions.

Il était de 453 871 520 actions au 31 décembre 2025. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2026, le Groupe possédait 9 795 904 actions auto-détenues dont la valeur comptable était inscrite en diminution des capitaux propres.

NOTE 11 PAIEMENTS EN ACTIONS

Descriptif des plans d'attribution d'actions de performance

Attributions de la période

Par décision du Conseil d'administration en date du 10 juin 2026, le Groupe a attribué au mandataire social, aux membres du Comité exécutif et à certains managers 825 580 actions de performance. Ces attributions sont subordonnées aux conditions suivantes :

- › une condition de présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers internes au titre de l'année 2028 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes au titre de l'année 2028 (taux d'émission de CO₂ par salarié et, pour les bénéficiaires de la majorité des pays, le taux de féminisation à des postes de direction) ;
- › la réalisation d'un objectif financier basé sur le *Total Shareholder Return* (TSR) pendant trois ans, pour 20 % des actions attribuées au mandataire social et aux membres du Comité exécutif et pour 10 % des actions attribuées aux managers. Le TSR est un indicateur qui détermine le rendement d'une action de la Société pour l'actionnaire sur une période donnée en prenant en compte à la fois le dividende et l'appréciation du cours de bourse de l'action.

Par décision du Conseil d'administration en date du 10 juin 2026 le Groupe a attribué à certains autres salariés 485 775 actions de performance, subordonnées aux conditions suivantes :

- › la présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers internes au titre de l'année 2028 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes au titre de l'année 2028 (taux d'émission de CO₂ par salarié et, pour les bénéficiaires de la majorité des pays, le taux de féminisation à des postes de direction).

Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées en juin 2026 soumises à condition de TSR ressort à 10,57 euros (contre 7,99 euros au titre du plan attribué en juin 2025) et à 22,75 euros (contre 25,79 euros au titre du plan attribué en juin 2025) pour les autres actions. Ces valeurs ont été déterminées à l'aide des modèles Monte-Carlo et Black & Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- › prix de l'action à la date d'attribution ;
- › volatilité attendue de l'action 16,2 % (2025 : 17,9 %) ;
- › rendement annuel moyen du dividende de 3,5 % (2025 : 3,5 %) ;
- › taux d'intérêt sans risque 2,9 % (2025 : 2,2 %).

Par ailleurs, le nombre d'actions estimé pour la détermination de la charge IFRS 2 s'appuie sur la réalisation des objectifs de performance à hauteur de 100 % et un taux d'attrition de 1 % ou 5 % par an selon les catégories de bénéficiaires.

Impact dans les états financiers consolidés semestriels résumés

Au premier semestre 2026, la charge nette totale relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 9,4 millions d'euros (premier semestre 2025 : 10,0 millions d'euros) :

- › la charge relative aux *stock-options* comptabilisée par le Groupe s'élève à 0,4 million d'euros (premier semestre 2025 : 1,0 million d'euros).
- › la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 9,0 millions d'euros (premier semestre 2025 : 9,0 millions d'euros).

La charge constatée au premier semestre 2026 tient compte d'un ajustement concernant le plan attribué en juin 2023 pour lequel les objectifs financiers et RSE internes n'ont été réalisés qu'à hauteur de 87 %.

NOTE 12 DETTE FINANCIÈRE

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30 Juin 2026					
Emprunts Obligataires - Non Courant	1 700,0	-	-	-	1 700,0
Autres emprunts et dettes financières - Non Courant	190,7	-	-	-	190,7
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	1 890,7	-	-	-	1 890,7
Emprunt Obligataire - Courant	700,0	700,0	-	-	-
Intérêts courus non échus et autres dettes financières - Courant	34,4	34,4	-	-	-
Concours bancaires	5,9	5,9	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	740,3	740,3	-	-	-
Au 31 Décembre 2025					
Emprunts Obligataires - Non Courant	2 200,0	-	500,0	-	1 700,0
Autres emprunts et dettes financières - Non Courant	189,9	-	-	-	189,9
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 389,9	-	500,0	-	1 889,9
Emprunt Obligataire - Courant	200,0	200,0	-	-	-
Intérêts courus non échus et autres dettes financières - Courant	25,8	25,8	-	-	-
Concours bancaires	4,1	4,1	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	229,9	229,9	-	-	-

Le montant de la dette financière brute a augmenté de 11,2 millions d'euros entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026 pour atteindre 2 631,0 millions d'euros.

Ratios bancaires

Des ratios d'endettement seraient applicables contractuellement sur le programme US Private Placement, en cas de dégradation de la notation financière du Groupe (notation Moody's A3, perspective stable au 30 juin 2026).

Les autres financements ne sont pas soumis au respect de ratios définis contractuellement.

Répartition par devise

Au 30 juin 2026, la décomposition par devise de la dette financière brute hors concours bancaires se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Euro (EUR)	2 625,1	2 615,6
Autres devises	-	0,1
TOTAL	2 625,1	2 615,7

Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2026, la dette financière brute hors concours bancaires se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Taux fixe	2 625,0	2 614,3
Taux variable	0,1	1,4
TOTAL	2 625,1	2 615,7

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la **dette financière nette ajustée**. Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue de certaines documentations de financements du groupe :

(en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Dette financière non courante	1 890,7	2 389,9
Dette financière courante	740,3	229,9
DETTE FINANCIÈRE BRUTE	2 631,0	2 619,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(942,1)	(1 366,1)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	1 688,9	1 253,7
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	(0,3)	(0,4)
DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE	1 688,6	1 253,3

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET NANTISSEMENTS

Les garanties et cautions données par le Groupe au 30 juin 2026 sont stables par rapport au 31 décembre 2025.

NOTE 14 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La variation des provisions pour risques et charges au cours du premier semestre 2026 se présente ainsi :

(en millions d'euros)	Décembre 2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion et autres mouvements	Juin 2026
Provisions pour litiges sur contrats	36,7	2,0	(1,0)	(2,5)	(0,1)	35,1
Autres provisions pour risques et charges	60,1	40,6	(8,0)	(2,4)	4,7	95,0
TOTAL PROVISIONS	96,8	42,6	(9,0)	(4,9)	4,6	130,1

Provisions pour litiges sur contrats

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires. Ces dernières visent en particulier à mettre en cause la responsabilité civile professionnelle de Bureau Veritas.

Bien qu'une grande attention soit portée à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines procédures peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires. Dans ces cas, les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actualisée à la date de clôture.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions pour risques dont le montant pris individuellement est non significatif, à l'exception de l'impact de la provision comptabilisée au titre de l'estimation des conséquences financières évoquées en note 15 – Autres procédures et décisions du Groupe.

NOTE 15 AUTRES PROCEDURES ET DECISIONS DU GROUPE

Comme annoncé en avril 2026, à la suite d'alertes internes, la Société a diligenté des vérifications ayant permis d'identifier des irrégularités dans la zone Moyen-Orient & Afrique, essentiellement au sein du sous-segment des « Services aux Gouvernements ». La Société a informé immédiatement les autorités françaises de cette situation, dans une démarche volontaire de transparence et de coopération.

Dans ce contexte, après avoir mis fin aux contrats concernés, la Société a finalisé sa revue des modalités de sortie du sous-segment des « Services aux Gouvernements » et confirme sa décision de sortir de l'intégralité du sous-segment à court terme. Cette sortie a commencé au deuxième trimestre et s'effectuera de façon progressive tout au long de l'année 2026 dans le plus strict respect des engagements contractuels de la Société vis-à-vis de ses clients.

Au 30 juin 2026, la Société a provisionné un montant correspondant à sa meilleure appréciation à date de l'ensemble des conséquences financières auxquelles elle pourrait faire face (cf. note 4 – Indicateur financier non défini par les IFRS et note 14 – Provisions pour risques et charges).

NOTE 16 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (224,8) millions d'euros au 30 juin 2026 contre (193,7) millions d'euros au 30 juin 2025.

Elle se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2026	S1 2025
Créances clients et actifs sur contrats	(149,4)	(80,7)
Fournisseurs et comptes rattachés	51,1	40,0
Autres débiteurs et créditeurs	(126,5)	(153,0)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(224,8)	(193,7)

NOTE 17 RÉSULTAT PAR ACTION

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exception des actions propres détenues par le Groupe au cours de la période.

	S1 2026	S1 2025
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	237 949	322 320
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	443 849	447 542
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)	0,54	0,72

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en ajoutant au nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat de base le nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

	S1 2026	S1 2025
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	237 949	322 320
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	447 647	451 532
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)	0,53	0,71

NOTE 18 DIVIDENDE PAR ACTION

L'Assemblée Générale Mixte s'est réunie le 19 mai 2026. À cette occasion, l'ensemble des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale ont été adoptées, parmi lesquelles l'approbation du versement d'un dividende de 0,92 euro par action, payé en numéraire le 28 mai 2026. Ce dividende représente un montant de 408,6 millions d'euros.

NOTE 19 INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9					
	Valeur au bilan	Coût amorti	Hiérarchie de la juste valeur selon la norme IFRS 7		Juste valeur totale
			Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
(en millions d'euros)					
Au 30 Juin 2026					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers ⁽¹⁾	82,2	81,6	-	0,6	82,2
Créances clients et autres débiteurs ⁽²⁾	1 840,2	1 840,2	-	-	1 840,2
Instruments financiers dérivés	10,4	-	-	10,4	10,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	942,1	-	-	942,1	942,1
dont Équivalents de trésorerie	402,0	-	-	402,0	402,0
dont Trésorerie	540,1	-	-	540,1	540,1
Niveau 1			-	942,1	
Niveau 2			-	11,0	
Niveau 3			-	-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 631,0	2 631,0	-	-	2 575,5
Autres passifs financiers	63,6	30,2	33,4	-	63,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	1 302,3	1 302,3	-	-	1 302,3
Dettes financières de location	411,1	411,1	-	-	411,1
Instruments financiers dérivés	10,1	-	-	10,1	10,1
Niveau 1			-	-	
Niveau 2			33,4	10,1	
Niveau 3			-	-	
Au 31 Décembre 2025					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers ⁽¹⁾	86,1	85,3	-	0,8	86,1
Créances clients et autres débiteurs ⁽²⁾	1 774,0	1 774,0	-	-	1 774,0
Instruments financiers dérivés	3,2	-	-	3,2	3,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 366,1	-	-	1 366,1	1 366,1
dont Équivalents de trésorerie	508,2	-	-	508,2	508,2
dont Trésorerie	857,9	-	-	857,9	857,9
Niveau 1			-	1 366,1	
Niveau 2			-	4,0	
Niveau 3			-	-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 619,8	2 619,8	-	-	2 570,0
Autres passifs financiers	116,8	44,6	72,2	-	116,8
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	1 394,4	1 394,4	-	-	1 394,4
Dettes financières de location	465,6	465,6	-	-	465,6
Instruments financiers dérivés	2,8	-	-	2,8	2,8
Niveau 1			-	-	
Niveau 2			72,2	2,8	
Niveau 3			-	-	

⁽¹⁾ Hors participations mises en équivalence comptabilisées conformément à IAS 28.

⁽²⁾ Incluant les actifs sur contrat et hors stocks nets de produits

Au 30 juin 2026, le risque de conversion, le risque de change opérationnel, le risque de change financier ainsi que le risque de taux d'intérêt sont les mêmes que ceux décrits dans la Note 33 – Information complémentaire sur les instruments financiers de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2025.

Analyse de sensibilité au risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2026 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de celle-ci ou des devises qui lui sont corrélées s'élève à 8 %.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et s'appuie si nécessaire sur des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêt pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de *swaps*, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2026, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

La dette supérieure à cinq ans, soit 1 890,7 millions d'euros, est à taux fixe. Au 30 juin 2026, 100,0 % de la dette brute consolidée du Groupe hors concours bancaires était à taux fixe.

NOTE 20 ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

En décembre 2025, le Groupe avait conclu un accord pour céder une activité non stratégique de supervision technique sur des projets de construction en Chine. Cette cession a été finalisée au cours du premier semestre 2026 (cf. note 6 « Éléments du résultat opérationnel »).

Le 30 juin 2026, le Groupe a annoncé avoir engagé un processus de cession de ses activités d'essais et d'inspection de produits pétroliers & pétrochimiques et charbons. Les comptes de bilan de ces activités ont été regroupés et évalués au 30 juin 2026 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 sur les postes « Actifs et passifs destinés à être cédés » de l'état de la situation financière consolidée.

Le détail des actifs et passifs destinés à être cédés, principalement relatifs aux activités d'essais et d'inspection de produits pétroliers & pétrochimiques et charbons, est le suivant :

(en millions d'euros)	Juin 2026	Décembre 2025
Actifs non courants	331,2	14,5
Créances clients et autres créances	122,2	29,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42,1	4,3
Actifs destinés à être cédés	495,5	48,7
Dettes de location non courantes	62,7	0,7
Autres dettes non courantes	20,2	-
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	64,8	39,9
Passifs destinés à être cédés	147,7	40,6
ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS - NET	347,8	8,1

Au 30 juin 2026, les actifs non courants destinés à être cédés sont principalement constitués d'écarts d'acquisition (174,8 millions d'euros) et de relations clients (42,8 millions d'euros).

Au 30 juin 2026, la réserve de conversion associée à ces actifs et passifs d'un montant de (38,7) millions d'euros serait à reclasser en résultat en cas de cession.

NOTE 21 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2026, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 35 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2025.

NOTE 22 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Acquisition finalisée après le 30 juin 2026

Le Groupe a annoncé en avril 2026 la signature d'un accord pour acquérir LotusWorks, un leader mondial dans la mise en service d'actifs critiques (« *mission-critical* ») ainsi que dans l'assurance et le contrôle qualité. Cette acquisition a été finalisée en juillet 2026.

Evolution de la structure de reporting après le 30 juin 2026

La mise en œuvre du plan LEAP | 28 redéfinit le portefeuille d'activités de Bureau Veritas, accélère son expansion sur les marchés à forte croissance et transforme le mix de ses activités. Cela a entraîné une évolution de l'organisation du Groupe et sa structure de reporting s'adapte en conséquence. Afin de mieux refléter cette transformation et de fournir au marché une vision plus claire de ses activités, Bureau Veritas passe de six lignes de *reporting* à quatre, ces lignes de reporting représentant chacune un segment opérationnel au sens d'IFRS 8, alignant ainsi son *reporting* externe sur son organisation actuelle.

Le *reporting* s'articulera désormais autour des segments opérationnels suivants :

- › Activités Industrielles et Matières Premières ;
- › Bâtiment & Infrastructures ;
- › *Business Assurance* ;
- › Tests et Services Produits.

Ce changement entrera en vigueur à partir du troisième trimestre 2026.

NOTE 23 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Il n'y a pas de changement significatif dans la liste des sociétés consolidées par intégration globale ou mise en équivalence au 30 juin 2026 par rapport à celle figurant dans la Note 38 "Périmètre de consolidation" de la section 6.6 "Notes annexes aux comptes consolidés" du Document d'Enregistrement Universel 2025.

2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2026 (PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2026)

Aux Actionnaires de la société Bureau Veritas,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- › l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bureau Veritas SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- › la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 28 juillet 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Stéphane Basset

Serge Pottiez

3. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés figurant au Chapitre 2 « États financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 » du Rapport Financier Semestriel 2026 sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 « Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2026 » présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Courbevoie, le 28 juillet 2026

Hinda Gharbi
Directrice Générale de Bureau Veritas



Shaping a World of Trust*

Tour Alto, 4 Place des Saisons - 92400 Courbevoie – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.com

**Bâtir un monde de confiance*